



# Assemblée générale

Soixante-seizième session

65<sup>e</sup>

séance plénière

Vendredi 1<sup>er</sup> avril 2022, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Shahid ..... (Maldives)

La séance est ouverte à 10 h 5.

## Point 35 de l'ordre du jour (suite)

### Prévention des conflits armés

#### a) Prévention des conflits armés

##### Note du Secrétaire général (A/76/690)

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 73/182 du 17 décembre 2018, je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui va présenter le rapport du Mécanisme.

**M<sup>me</sup> Marchi-Uhel** (*parle en arabe*) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui devant l'Assemblée générale. Je remercie le Président de l'Assemblée de m'avoir invitée à donner un aperçu de nos travaux au titre du point 35 de l'ordre du jour, intitulé « Prévention des conflits armés », et à présenter le huitième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie (voir A/76/690).

Le Mécanisme a été créé par l'Assemblée générale en décembre 2016, en application de la résolution 71/248, pour aider à mener des enquêtes et à poursuivre les personnes impliquées dans les crimes les plus graves commis en République arabe syrienne depuis mars 2011. Nous ne sommes pas un tribunal,

mais nous avons pour mission d'aider les juridictions compétentes à rendre justice aux victimes et aux survivants de ces crimes. Nous prêtons main-forte aux tribunaux nationaux compétents pour juger ces crimes, et nous apporterons notre aide aux tribunaux nationaux, régionaux et internationaux susceptibles d'être saisis de la situation en Syrie à l'avenir. Notre travail est immédiat, mais il s'inscrit aussi dans le long terme. Je suis heureuse de rendre compte en personne aujourd'hui de nos travaux.

(*l'oratrice poursuit en anglais*)

Les atrocités perpétrées en Syrie comptent parmi les plus dévastatrices et les plus barbares depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, compte tenu des graves violations du droit international humanitaire et des violations flagrantes des droits humains commises par toute une série d'acteurs. Ces actes sont une atteinte à la Charte des Nations Unies et menacent l'ordre international fondé sur des règles.

Onze ans plus tard, alors que la Syrie ne fait plus la une des médias, la communauté internationale n'a pas réussi à rendre pleinement justice au peuple syrien. Onze ans plus tard, les violences se poursuivent et sont bien ancrées dans le pays. Nous observons concrètement les répercussions de l'impunité généralisée dont jouissent aujourd'hui les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le droit n'a d'effet dissuasif que si les détenteurs du pouvoir craignent de devoir un jour répondre de leurs actes devant une cour de justice, que ce soit au niveau national, au niveau régional ou au

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



niveau international. Nous avons besoin de ces voies de justice car, sans elles, les personnes les plus puissantes et les plus haut placées dans la hiérarchie sont moins susceptibles de répondre de leurs actes.

Pour les critiques, il est de plus en plus facile d'arguer que l'ONU n'est plus adaptée pour s'occuper des atrocités, que les lois internationales sont des constructions théoriques intéressantes mais inapplicables, et que le pouvoir de coercition est tout ce qui compte. Les problèmes qui se posent à nous ne résultent pas de lacunes juridiques, mais de l'incapacité de la communauté internationale à s'exprimer d'une seule voix face aux atrocités.

L'histoire nous apprend qu'il est rare que la justice soit vraiment rendue ou que la responsabilité des auteurs de crimes soit réellement engagée pendant qu'un conflit est en cours, en particulier quand de grandes puissances ne sont pas d'accord. Les réfugiés et les déplacés ne peuvent pas rentrer chez eux en sécurité s'ils craignent toujours des persécutions. Tandis que les hostilités se poursuivent, la détention illégale et les crimes connexes persistent, et il reste difficile de donner aux familles des informations crédibles sur leurs parents et proches disparus.

Sans cessation des hostilités, sans processus de paix, sans justice, y compris la justice transitionnelle, et sans réconciliation, rien de tout cela n'est possible. Je ne peux pas dire aux membres de l'Assemblée combien de temps encore les crimes perpétrés en Syrie dureront. Alors que nous sommes réunis dans cette salle aujourd'hui, je ne peux pas dire aux membres de l'Assemblée si le grand public deviendra de plus en plus indifférent aux images de villes syriennes bombardées ou s'il reportera son attention sur une autre situation où des crimes similaires sont commis. L'Assemblée est doublement mise à l'épreuve : premièrement, pour ce qui est de son efficacité dans la gestion de la situation qui a cours en Syrie ; deuxièmement, pour ce qui est de ce qu'elle fera pour que les principaux responsables de cette catastrophe soient amenés à répondre de leurs actes.

On peut difficilement nier, indépendamment des efforts inlassables de beaucoup d'États et de personnes, que notre réponse à la crise syrienne est inadéquate. Toutefois, en matière de responsabilité, je suis dans cette salle pour dire à l'Assemblée générale qu'il y a encore une possibilité d'œuvrer pour un avenir en Syrie qui soit fondé sur la justice et l'état de droit. Je suis dans cette salle pour dire aux membres de l'Assemblée que

les efforts de justice, même s'ils sont à petite échelle et ne ciblent pas encore les principaux responsables, progressent et nous donnent une raison d'espérer. La justice internationale est peut-être imparfaite, mais elle reste une force avec laquelle il faut compter – une fois qu'elle a été mise en mouvement.

Le Mécanisme a été créé pour recueillir, rassembler et analyser des informations et des preuves sur les crimes internationaux fondamentaux commis en Syrie, avec deux objectifs : aider les juridictions qui mènent actuellement des enquêtes et des poursuites sur ces crimes ; appuyer les futures instances judiciaires, quand elles auront été créées, le cas échéant. Depuis la mise en place du Mécanisme en 2016, les possibilités de justice sont allées croissant. Nous coopérons pour l'heure avec 13 juridictions différentes et avons reçu plus de 180 demandes d'assistance. Ces demandes ont trait à plus de 150 enquêtes distinctes, et nous apportons déjà notre concours à près d'une centaine d'entre elles.

La plupart de ces processus en sont encore au stade des enquêtes et ne sont pas publics. D'autres sont arrivés au procès ou ont abouti à des condamnations, comme en Allemagne, en Suède et aux Pays-Bas. Un tribunal allemand de Coblenz a fait la une des journaux du monde entier quand il a établi, dans deux verdicts distincts, que l'État syrien, par l'intermédiaire de ses forces de sécurité et de ses services secrets, avait commis, entre avril 2011 et septembre 2012, des crimes contre l'humanité dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile. Nous avons versé des preuves à l'appui de ces affaires. Un tribunal de Francfort a établi que les crimes perpétrés contre les yézidis relevaient du génocide. Un tribunal suédois, à Stockholm, a récemment jugé une femme coupable d'un crime commis contre son propre enfant dans le cadre du conflit armé non international.

Nous ne devons pas sous-estimer l'importance de telles conclusions juridiques. Elles ne sont peut-être pas contraignantes pour d'autres juridictions, mais elles produisent des avis qui font autorité. Elles établissent des faits avérés qui ne peuvent pas être facilement remis en question ni interprétés différemment à des fins politiques.

Cela ne va pas s'arrêter là. Plusieurs États, dont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France et la Suisse, ont publié des informations sur leurs procédures en cours. Les autorités judiciaires des États recourent également de plus en plus à des équipes d'enquête conjointes et coopèrent plus étroitement. Les Pays-Bas,

rejoints par le Canada, ont lancé un processus dans lequel ils avancent que la République arabe syrienne a enfreint ses obligations au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La liste des nouveaux faits judiciaires pertinents s'allonge chaque année. Les demandes qui nous sont adressées se multiplient en conséquence.

Pour appuyer ces processus, nous cherchons et récupérons des éléments utiles dans notre registre central d'informations et de preuves, nous produisons un travail d'analyse, nous recueillons des témoignages et nous collaborons avec un vaste réseau de partenaires : États, organismes des Nations Unies, organisations internationales, organisations non gouvernementales et individus. Dans notre travail sur les crimes liés à la détention, nous continuons d'examiner la composition et le fonctionnement des structures organisationnelles et nous nous concentrons sur le vécu des détenus pris un par un afin d'identifier les tendances qui ressortent des mauvais traitements qu'ils ont subis et les objectifs du comportement criminel sous-jacent.

Notre travail sur les attaques illégales a progressé de telle sorte que nous avons pu ouvrir deux nouveaux dossiers durant la période considérée. Il s'agit d'événements survenus en Syrie en 2015 et 2017, qui concernent l'emploi présumé d'armes chimiques et classiques contre des installations médicales.

Le Mécanisme a également mis au point et partagé un module de preuve axé sur Daech, établissant l'existence d'une attaque systématique contre une population civile afin d'étayer les accusations de crimes contre l'humanité. Ce module montre aussi comment des motifs de discrimination croisés, comme la religion, le genre et l'âge, ont été exploités par les coupables dans le cadre d'une campagne de persécution.

Tout notre travail est sous-tendu par une approche centrée sur les victimes et les rescapés, qui vise à mettre au jour les expériences diverses des Syriens, notamment en fonction du genre, de l'âge, de l'orientation sexuelle, de l'appartenance à une minorité, du statut au regard du handicap et d'autres caractéristiques intersectionnelles. Notre stratégie relative au genre a pour but de contrer les effets néfastes des hiérarchies discriminatoires liées au genre sur les perspectives de justice en incorporant des analyses ventilées par sexe et en favorisant la compétence des femmes dans chacune des sections et chacun des flux de travail du Mécanisme. Suivant une logique semblable, le travail du Mécanisme sur les crimes

contre les enfants et les jeunes tend à contrer l'approche de la responsabilité qui fait primer le point de vue des adultes en intégrant une perspective qui tient compte des enfants, ce qui permettra aux juridictions d'inculper et de poursuivre pour tout l'éventail des infractions commises contre les enfants et les jeunes. Les deux approches sont notamment le fruit d'intenses consultations tenues l'an dernier avec des groupes d'experts et des groupes de pairs, y compris des représentants de la société civile syrienne.

Le Mécanisme s'efforce sans cesse de perfectionner son travail et de trouver de nouvelles manières de permettre la justice. Nous nous concentrons sur l'appui aux enquêtes et aux poursuites mais apportons également d'autres contributions sur tout le spectre judiciaire, comme le fait de déterminer le sort des personnes disparues dans le conflit syrien. Le Mécanisme a élaboré un système préliminaire pour classer et saisir les informations concernant les personnes disparues et communique régulièrement ces données à l'une des entités chargées des recherches. Toutefois, nous comprenons que la société syrienne réclame de nouvelles solutions pour traiter le problème. On me demande régulièrement ce qu'il faudrait faire d'autre et comment la communauté internationale pourrait mieux aider. S'agissant du Mécanisme, nous sommes en train d'évaluer comment améliorer notre contribution.

Nous suivons de près les discussions qui se tiennent dans l'ensemble du système des Nations Unies. Cependant, je pense que nous devons être honnêtes avec nous-mêmes quant à ce qui peut être accompli pour l'instant, à supposer que les circonstances ne changent pas, et ajuster nos attentes en conséquence. Ceci est indépendant des initiatives que les États pourraient décider de prendre, qu'il s'agisse de créer une nouvelle entité, d'augmenter les capacités de celles qui existent déjà, ou d'autres mesures.

En attendant, nous pouvons et devons nous préparer en prévision du moment où il sera possible d'accéder à davantage de centres de détention, où les personnes détenues dans les camps du nord-est de la Syrie, comme celui de Hol, seront, le cas échéant, inculpées et ne seront plus internées indéfiniment, en particulier les femmes et les enfants, et où les experts légistes auront accès aux charniers. La communauté internationale pourra ainsi véritablement contribuer aux efforts déployés en faveur des personnes disparues et de toutes celles dont le sort et la localisation sont actuellement inconnus.

Je suis avocate et juge de formation, je ne suis pas une spécialiste des sciences politiques. Toutefois, il est difficile d'aborder les événements en Syrie de manière isolée, sans se demander s'ils n'ont pas eu de répercussions sur d'autres situations de conflit et dans quelle mesure. Comme je l'ai dit précédemment, j'estime que la pertinence de l'Assemblée générale et la légitimité de notre système international seront jugées non seulement à l'aune des 11 dernières années d'atrocités en Syrie, mais également en fonction de la manière dont nous pourrions nous appuyer sur les travaux existants et les progrès des procédures judiciaires pour faire en sorte que les auteurs répondent pleinement de leurs actes.

Nous devons clore ce chapitre et jeter les bases d'une future Syrie fondée sur l'état de droit. Je voudrais citer Benjamin Ferencz, procureur aux procès de Nuremberg, qui a récemment eu 102 ans et qui continue de répéter « le droit, pas la guerre ». J'espère que nous saurons tirer les enseignements nécessaires pour qu'aucune loi ne provoque une nouvelle guerre, en Syrie ou ailleurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Marchi-Uhel de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures du Guatemala, S. E. M. Mario Adolfo Búcaro Flores.

**M. Búcaro Flores** (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Ces crimes terribles ont affecté la vie de millions de personnes. Le rapport que M<sup>me</sup> Marchi-Uhel vient de présenter (voir A/76/690) sur les derniers travaux effectués par cet important mécanisme nous montre qu'ensemble nous pouvons protéger ceux qui souffrent de la guerre aujourd'hui.

L'État du Guatemala, du fait de sa vocation pacifique, fonde ses relations avec les autres États sur les principes, règles et pratiques internationaux. Nous sommes attachés au respect de la souveraineté des États, qui contribue au maintien de la paix et de la liberté, assure le respect et la défense des droits de l'homme et appuie le renforcement des processus démocratiques et des institutions internationales qui garantissent des avantages mutuels et équitables entre les États. C'est

pourquoi et sur la base de notre législation, qui garantit également le respect du droit international et surtout des droits de l'homme, nous saluons l'excellent travail de ce mécanisme d'enquête en Syrie et nous lançons un appel à ce que nous nous unissions tous pour établir la vérité.

Nous nous félicitons d'apprendre que le Mécanisme, cinq ans après sa création, a réalisé d'importantes avancées pour révéler les faits que nous connaissons tous maintenant, et continue à prouver son utilité en appuyant les actions judiciaires relatives aux crimes les plus graves commis en République arabe syrienne. Mon pays, le Guatemala, en tant qu'État partie à la Cour pénale internationale, reconnaît que, sur la base du respect et de l'application des droits de l'homme, le Mécanisme nous permettra d'examiner les expériences des victimes les plus touchées, en particulier parmi les civils, par un conflit qui dure depuis plus de huit ans et qui a été marqué par la violence interne et a entraîné le déplacement de milliers de personnes et des attaques disproportionnées dans les zones urbaines et contre les civils. La violence de ce conflit continue de nous priver de la paix, une paix à laquelle nous aspirons tous.

Le Guatemala appuie le Mécanisme depuis sa création par la résolution 71/248, afin de contribuer à garantir l'efficacité des enquêtes et à regrouper les éléments de preuve pour que les auteurs de crimes répondent véritablement de leurs actes. Comme nous l'avons fait dans d'autres instances, nous demandons aux membres de l'Assemblée générale de respecter les obligations découlant du droit international, notamment en matière de droits de l'homme, et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les populations civiles actuellement touchées. Dans ce contexte, et afin d'aider à protéger ces personnes vulnérables, le Guatemala est fier de contribuer au travail de maintien de la paix de l'ONU. Notre histoire nous a appris que seuls le dialogue et la médiation permettront d'instaurer une coexistence pacifique forte à laquelle nous pourrions tous être fiers d'avoir contribué et qui mettra fin à la violence et à l'agression.

Au sujet de la protection des droits des populations civiles, ma délégation se doit d'insister sur l'importance de la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, en particulier sur le territoire syrien. Le Guatemala condamne toute violation de cet instrument international ou toute utilisation de ce type



d'armes par quelque acteur que ce soit, ce qui constitue en toutes circonstances une violation flagrante du droit pénal international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Dans ce contexte, nous réaffirmons que les responsables de ces actes doivent répondre de leurs actes et ne peuvent rester impunis.

En conclusion, en ces temps difficiles pour tous, nous appelons à la paix, à la réconciliation et à l'utilisation de moyens légaux pour trouver des solutions pacifiques dans le cadre du droit international, en particulier pour les différends internationaux, afin de parvenir à la paix à laquelle nous aspirons tous.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

**M. Gonzato** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, la Géorgie, l'Andorre et Saint-Marin s'associent à cette déclaration.

Nous nous félicitons du débat d'aujourd'hui sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Cet échange important souligne l'engagement indéfectible et fondé sur les principes des États Membres de l'ONU pour qu'il y ait une justice pour les crimes les plus graves commis en Syrie.

Nous tenons à remercier la Cheffe du Mécanisme, Catherine Marchi-Uhel, et son équipe pour leur dernier rapport (voir A/76/690) et leur leadership. Nous sommes satisfaits des progrès accomplis par le Mécanisme au cours de la période à l'examen et des efforts constants qu'il déploie pour collaborer et se coordonner avec toutes les parties prenantes, ainsi que de sa volonté de contribuer aux enquêtes nationales.

Le huitième rapport du Mécanisme à l'Assemblée générale met en évidence les progrès réalisés dans divers États Membres pour établir la responsabilité pénale des auteurs des atrocités commises dans le contexte syrien. Le rapport contient également les analyses du

Mécanisme concernant les attaques illégales contre des civils et des biens de caractère civil, les crimes liés à la détention et les crimes commis par des individus associés à Daech. Elles sont autant de précieuses contributions aux actions en justice existantes et aux éventuelles actions futures.

Des poursuites ont été intentées et des jugements définitifs rendus contre des auteurs de crimes dans plusieurs pays de l'Union européenne, et ces efforts sont menés dans le cadre d'un certain nombre de juridictions. Les Pays-Bas et le Canada participent à une importante initiative visant à amener la Syrie à rendre des comptes pour ses violations de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'Union européenne est convaincue que l'application du principe de responsabilité et la justice pour les victimes restent essentiels pour une Syrie stable et pacifique, sur la base d'une solution politique crédible, inclusive et viable, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

L'Union européenne renouvelle son appel au Conseil de sécurité pour qu'il renvoie la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

L'Union européenne restera à l'avant-garde de la lutte contre l'impunité en Syrie : tous les auteurs de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité doivent répondre de leurs actes. L'Union européenne continue par conséquent d'appuyer les efforts déployés pour rassembler des éléments de preuve de ces atrocités, quels qu'en soient les auteurs.

Nous continuerons donc à soutenir le Mécanisme international, impartial et indépendant ainsi que les travaux de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et de l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, membre du Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, afin de veiller à ce que les faits entourant les crimes commis pendant le conflit en Syrie, y compris le sort des personnes disparues, comme indiqué dans les rapports du Mécanisme, soient documentés, en vue d'une future action en justice. Nous réaffirmons notre appui à l'action des organisations non gouvernementales en matière de collecte d'éléments de preuve et d'aide aux victimes et à leurs familles.

Il faut garantir que justice sera rendue pour les atrocités dont le régime et ses partisans portent la responsabilité principale, y compris la tragédie des disparus. Les attaques contre les civils et les biens de caractère civil doivent cesser. Le régime syrien doit honorer les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur les armes chimiques. Il est essentiel que les auteurs des crimes internationaux fondamentaux commis en Syrie rendent compte de leurs actes. Il est primordial que l'ONU consacre l'énergie et les ressources nécessaires pour faire en sorte que les auteurs de ces crimes soient tenus responsables. C'est notre responsabilité commune. À cet égard, je voudrais rappeler que l'Estonie a organisé en novembre une réunion du Conseil de sécurité selon la formule Arria sur l'application du principe de responsabilité en Syrie, qui a permis à des intervenants syriens de partager leurs expériences et à des experts de faire le point sur les faits judiciaires récents.

L'Union européenne défend un ordre mondial fondé sur l'état de droit, où les auteurs des crimes les plus graves en droit international n'aient nulle part où se cacher. Il ne peut y avoir de paix durable sans justice, que ce soit en Syrie ou ailleurs.

En mars 2011, il y a 11 ans, les Syriens sont descendus dans la rue pour réclamer la démocratie et le respect de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales, et ils ont fait l'objet d'une répression impitoyable. Depuis, la situation humanitaire en Syrie est catastrophique, et des millions de civils ont besoin d'aide. L'Union européenne est déterminée à ce que les crimes perpétrés au cours des 11 dernières années ne restent pas impunis, car le peuple syrien mérite la justice, la dignité et la paix.

En conclusion, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur la sixième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, que l'Union européenne organisera le 10 mai, sous la coprésidence de l'ONU. Avec l'organisation de cette nouvelle conférence, nous poursuivrons nos efforts pour que ni la Syrie ni le peuple syrien ne soient oubliés.

**M<sup>me</sup> Rainne** (Finlande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des cinq pays nordiques, à savoir le Danemark, l'Islande, la Norvège, la Suède et mon propre pays, la Finlande.

Le conflit en Syrie est l'un des plus meurtriers de l'histoire récente. Alors qu'il s'agissait au départ d'un soulèvement populaire pacifique, l'escalade de la

violence au cours des 11 dernières années, causée par la répression brutale du régime, a entraîné la disparition ou la mort de centaines de milliers de Syriens. Des milliers d'autres ont été victimes d'actes de torture, de viols ou d'autres formes de traitement cruel et dégradant. Des millions d'individus ont fui leur foyer. Des villes ont été réduites à l'état de ruines.

D'innombrables atrocités ont été commises par toutes les parties à ce conflit prolongé. Il a été bien établi, notamment par le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, que le régime syrien porte la responsabilité principale de la plupart des violations flagrantes du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Il ne doit pas y avoir d'impunité. Tous les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice. Il le faut, non seulement pour que justice soit rendue aux victimes, mais aussi pour prévenir et décourager toute future violation. Veiller à ce que les crimes commis soient punis fait également partie intégrante de l'obligation qui nous incombe de respecter et de faire respecter le droit international.

Je tiens à remercier la Cheffe du Mécanisme, M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, d'avoir présenté aujourd'hui le dernier rapport en date (voir A/76/690). Il ressort de ce rapport que, malgré les nombreuses difficultés rencontrées dans le cadre de ses travaux, le Mécanisme a réussi à poursuivre l'exécution de son mandat crucial.

Le nombre d'États qui coopèrent et demandent l'assistance du Mécanisme continue d'augmenter. Nous nous félicitons de la coopération étroite entre le Mécanisme et d'autres entités du système des Nations Unies, dont l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et la société civile. Il met les nouvelles technologies au service de la lutte contre l'impunité. Nous nous félicitons également que le Mécanisme ait ouvert deux nouveaux dossiers portant sur des attaques illégales, notamment des attaques utilisant des armes classiques et des armes chimiques. Il a réalisé d'importantes avancées dans son travail d'analyse des crimes liés à la détention, ainsi que dans son travail thématique transversal sur le genre, les enfants et les personnes disparues.

Les pays nordiques apprécient hautement tous les travaux entrepris par le Mécanisme. Nous saluons également les efforts déployés actuellement par les tribunaux de plusieurs pays pour poursuivre, sur la base de la compétence universelle, les auteurs de crimes commis en Syrie. Nous devons néanmoins faire plus. À cet égard, nous réitérons également notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il défère la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

La collaboration des États Membres avec le Mécanisme est essentielle pour assurer l'application du principe de responsabilité. Nous appelons tous les États Membres à coopérer avec le Mécanisme dans le domaine du partage des informations et à lui fournir l'appui logistique nécessaire.

L'important travail du Mécanisme nécessite des ressources durables et prévisibles. Les pays nordiques restent convaincus que seul un financement au titre du budget-programme de l'ONU peut garantir leur obtention. Les contributions statutaires peuvent être complétées, mais jamais remplacées, par des contributions volontaires. Nous appelons tous les États Membres à veiller à ce que le Mécanisme dispose des fonds requis pour s'acquitter de son mandat.

Pour conclure, les pays nordiques demeurent pleinement attachés au Mécanisme et à son mandat.

*M. Carazo (Costa Rica), Vice-Président, assume la présidence.*

**M. Simcock** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Cela fait 11 ans que la guerre barbare du régime d'Al-Assad contre le peuple syrien a commencé – 11 années de morts, 11 années de destructions, 11 années d'injustice. Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes témoins des effets de l'impunité pour les agissements du régime d'Al-Assad et de ses soutiens. Maintenant plus que jamais, le besoin de justice et d'établissement des responsabilités se fait sentir.

Le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables joue un rôle de premier plan à cet égard. Son travail de collecte, de compilation et d'analyse des éléments de preuve de violations du droit international humanitaire, ainsi que de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, fait partie intégrante du cadre de responsabilisation pour la Syrie.

C'est avec fierté que les États-Unis appuient ces efforts. Et nous sommes fiers de voir que les travaux du Mécanisme ont eu des conséquences directes sur l'établissement des responsabilités d'anciens responsables du régime d'Al-Assad. Récemment, à Coblenz, en Allemagne, la haute cour régionale a rendu deux verdicts établissant que l'État syrien et ses forces de sécurité avaient commis des crimes contre l'humanité dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile. Nous remercions la Cheffe du Mécanisme, Catherine Marchi-Uhel, et son équipe de leurs efforts inlassables à cet égard.

Nous remercions également le Mécanisme pour le soin qu'il apporte à la conduite de ses travaux. Il a mis au point des stratégies sur le genre, les enfants et la jeunesse. Il continue d'approfondir sa coopération avec les groupes de la société civile et travaille de manière inclusive, en s'attachant à promouvoir le respect des droits de la personne. Ces initiatives sont d'autant plus importantes que le conflit syrien a une incidence disproportionnée sur les femmes, les enfants et les autres groupes marginalisés.

Nous nous devons d'être clairs sur les moteurs de ce conflit. La Russie a alimenté et perpétué la guerre en Syrie en menant des attaques irréfléchies et barbares, touchant des civils et des infrastructures civiles. Nous sommes inquiets, quoique pas surpris, de voir qu'elle utilise maintenant certaines de ces stratégies dans sa guerre non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine. Sur la base des informations actuellement disponibles, nous estimons que des membres des forces russes ont commis des crimes de guerre en Ukraine. Les forces de Poutine ont utilisé des tactiques similaires à Grozny et à Alep lors du bombardement intense de ces villes. Nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles la Russie a déjà recruté des Syriens pour combattre dans la guerre qu'elle a décidé de mener contre l'Ukraine.

Les exactions de la Russie en Ukraine sont actuellement répertoriées. À partir de maintenant, nous avons l'intention de partager les informations sur les atrocités commises par la Russie avec nos alliés, nos partenaires et les institutions et organisations internationales, selon qu'il conviendra.

Dans ce contexte, il est à prévoir que la Russie continuera de contester la validité du Mécanisme et de son important travail. La Russie ne peut pas dissimuler la vérité, c'est pourquoi elle cherche plutôt à la déformer. Elle n'y parviendra pas.

Le courage du peuple syrien est la raison pour laquelle elle ne réussira pas. Nous sommes conscients de la bravoure des Syriens qui ont décidé de partager des informations sur les crimes commis en Syrie. Nous savons que partager ces informations peut comporter des risques. Nous condamnons catégoriquement toute tentative du régime d'Al-Assad de menacer ou de harceler les familles des personnes qui coopèrent avec le Mécanisme ou à d'autres enquêtes.

Je tiens à conclure en remerciant toutes les personnes qui partagent notre attachement à l'établissement des responsabilités en Syrie. Comme l'Ambassadrice Thomas-Greenfield l'a déclaré dans cette salle il n'y a pas longtemps :

« Le peuple syrien doit être entendu, et chaque Syrien doit avoir la possibilité de demander justice. Sans responsabilité, il n'y aura pas de justice, et, sans justice, il n'y aura pas de paix. »  
(A/75/PV.60, p. 10)

**M. Ghorbanpour Najafabadi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Le Moyen-Orient, la région dont je suis originaire, a été une des zones sensibles les plus exposées aux jeux géopolitiques. Des décennies durant, les peuples de ma région ont souffert de l'oppression, de l'exploitation, des sanctions, de la guerre, de l'agression, de l'occupation étrangère et du terrorisme. Ils continuent de s'y heurter aujourd'hui.

En tant que personnes originaires du Moyen-Orient et vivant dans cette région, nous sommes victimes des rivalités géopolitiques, des politiques expansionnistes et de l'impérialisme. Nous avons été l'objet de théories des relations internationales qui ont été étudiées, développées et enseignées par des acteurs extérieurs et leurs groupes de réflexion. En lieu et place de la préservation et de la protection des valeurs humaines, c'est la conquête du pouvoir et de la suprématie qui a formé l'épine dorsale de leur idéologie, tandis que les droits de l'homme sont de simples instruments au service de programmes politiques mesquins. Ces théories se sont traduites par des doctrines et des politiques sécessionnistes telles que l'Accord Sykes-Picot, le « Grand Moyen-Orient », etc. L'occupation prolongée de la Palestine, la détérioration des situations humanitaires au Yémen et en Afghanistan, ainsi que les projets de combattants terroristes étrangers en Iraq et en Syrie, entre autres, sont le résultat de leurs complots et de leur présence dans notre voisinage.

Nous déplorons la politisation de la justice, la militarisation des droits de l'homme, le détournement des entités des Nations Unies pour réaliser des objectifs politiques étriqués, le dénonciation sélective des violations du droit international et la discrimination dans le traitement des violations du droit humanitaire et des droits de l'homme dans certaines régions du monde tandis qu'on en ignore d'autres très sensibles. Nous exprimons notre profonde tristesse lorsque nous constatons, suite aux événements survenus récemment en Europe de l'Est, que la vie, la dignité humaine et les droits des populations, des femmes, des enfants et des filles du Moyen-Orient et d'Afrique ne se voient pas accorder la même valeur et la même importance.

La République islamique d'Iran condamne dans les termes les plus forts toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, quel que soit le lieu où elles sont commises et quel qu'en soit l'auteur. Notre position inébranlable et fondée sur les principes est que les auteurs de ces violations doivent répondre de leurs actes et être traduits en justice.

Nous regrettons que le Conseil des droits de l'homme n'ait pas réussi à proroger le mandat du Groupe d'éminents experts sur le Yémen le 7 octobre 2021 à cause des votes de partisans inconditionnels du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Ma délégation réaffirme sa position ancrée dans les principes concernant le Mécanisme – la même que celle présentée aux précédentes sessions de l'Assemblée générale au titre de ce point de l'ordre du jour, que l'on retrouve notamment dans le document publié sous la cote A/75/PV.60. Malheureusement, comme cela a été la pratique pour les rapports des années précédentes, les travaux du Mécanisme et ses résultats ont été menés sous le couvert de la confidentialité. Cette pratique nuit gravement à la transparence et à la responsabilité, qui sont une caractéristique des institutions des Nations Unies. Le rapport (voir A/76/690) ne contient pas non plus d'informations concernant les affaires sur lesquelles il travaille. En outre, nous n'avons reçu aucune information sur les sources des éléments de preuve, les méthodes employées pour leur collecte et leur analyse, ou sur l'identité des personnes qui collaborent avec le Mécanisme.



En outre, dans le rapport on n'hésite pas à évoquer la coopération entre le Mécanisme et les gouvernements qui sont parties à la crise et au conflit syriens, et dont les rôles dommageables ne sont pas cachés.

Enfin, la République islamique d'Iran appuie le processus d'Astana et la facilitation dirigée par l'ONU pour faire avancer la seule solution à la crise syrienne, qui est un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens.

**M. Bručić-Matic** (Croatie) (*parle en anglais*) : La Croatie s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne. Nous souhaitons ajouter quelques remarques à titre national.

Nous tenons à remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, d'avoir présenté le huitième rapport sur l'exécution du mandat du Mécanisme (voir A/76/690).

Le Mécanisme s'est révélé un outil important de la justice pénale internationale, en ce qu'il vise à garantir que les atrocités criminelles commises en Syrie ne seront pas oubliées. La collecte, le regroupement, la préservation et l'analyse des éléments de preuve attestant des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme ainsi que la préparation des dossiers sont autant d'étapes indispensables à la lutte contre l'impunité.

Les travaux du Mécanisme sont essentiels pour appuyer les efforts fournis pour appliquer le principe de responsabilité aux niveaux national, régional et international. Nous nous félicitons des progrès réalisés par le Mécanisme au cours de la période considérée, malgré le fait qu'il opère dans un environnement difficile depuis sa création. Nous prenons note des mesures prises pour assurer l'établissement des responsabilités au niveau national en dehors de la Syrie. Le nombre croissant de demandes d'assistance adressées au Mécanisme témoigne du rôle important et crucial qu'il joue dans la lutte contre l'impunité.

Nous remercions le Mécanisme de prêter une attention particulière aux crimes sexuels et fondés sur le genre et aux crimes commis contre les enfants. Nous encourageons le Mécanisme à poursuivre son travail sur la stratégie globale en matière de genre et sur l'approche centrée sur les victimes et les personnes rescapées. La

Croatie remercie également le Mécanisme de s'intéresser de plus en plus au transfert d'informations aux acteurs mandatés pour rechercher les personnes disparues.

Nous saluons les efforts menés par le Mécanisme pour déployer de nouvelles technologies afin de mieux exploiter le répertoire central, d'améliorer la méthodologie et les capacités d'enquête et de combler ainsi les lacunes recensées en ce qui concerne les éléments de preuve. Ces efforts pourraient également s'avérer une pratique utile lors de la mise en place de mécanismes similaires à l'avenir.

La Croatie est résolument pour le fermement le financement du Mécanisme par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Un financement prévisible, durable – et donc impartial – par le budget ordinaire de l'ONU est essentiel à l'exécution de son mandat.

Nous réitérons par ailleurs notre appel en faveur du renvoi de la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

Alors que le débat d'aujourd'hui se poursuit, nous sommes à nouveau témoins de cas d'atrocités criminelles de l'autre côté du monde. Prendre délibérément pour cible des civils en Ukraine et lancer des attaques aveugles contre eux n'est pas seulement moralement ignoble ; il s'agit de crimes de guerre et, s'ils sont commis de manière généralisée ou systématique, de crimes contre l'humanité. C'est pourquoi nous devons soutenir tous les efforts visant à établir la responsabilité des auteurs des crimes commis en Ukraine. De tels efforts sont importants pour rendre justice aux victimes et à des fins de prévention en Ukraine, en Syrie, et ailleurs.

Pour conclure, la Croatie reste pleinement attachée au Mécanisme et à son mandat. Nous sommes convaincus que son travail est indispensable pour garantir l'établissement de la responsabilité des auteurs des atrocités commises en Syrie et la justice pour les victimes.

**M<sup>me</sup> Brandt** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le Royaume des Pays-Bas s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. Nous saluons le débat important d'aujourd'hui sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont

responsables. Je remercie M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme, et son équipe pour leur rapport exhaustif (voir A/76/690) et leur travail indispensable.

Je voudrais commencer en citant un Syrien torturé dans la prison de Khatib, qui s'est exprimé des années après les faits lors du procès tenu à Coblenz :

« Ce processus... même si... rien ne se passe demain, ou même après-demain... fait naître... l'espoir que justice sera rendue. Je suis prêt à témoigner ».

Ses paroles sont importantes, car elles nous montrent à quel point il est primordial que la justice suive son cours afin que les personnes qui demandent justice aient l'espoir et la détermination de continuer à la chercher.

Cette détermination a porté ses fruits cette année. Dans un moment véritablement historique, le tribunal de Coblenz en Allemagne a condamné un haut responsable du Gouvernement d'Al-Assad pour crimes contre l'humanité. Ce verdict est porteur d'espoir, car il sert de point de départ à de futurs procès pour plus de justice. Il traduit également la détermination – celle de ce Syrien et des autres personnes qui ont témoigné au procès et celle des personnes qui travaillent inlassablement à l'établissement des faits et à la collecte de preuves, parfois au prix de risques énormes, car – et c'est là mon principal point aujourd'hui – le chemin de la justice commence par la vérité. Et le seul moyen de parvenir à la vérité est de procéder, en toute indépendance, à l'établissement des faits et à la collecte d'éléments de preuve. C'est pourquoi nous saluons les personnes courageuses qui ont fait sortir clandestinement de Syrie des milliers de photographies effroyables contenant des éléments de preuve et les journalistes courageux qui continuent à rendre compte de la terreur qui règne toujours – des personnes telles que M. Ayham Ghazoul et ses collègues du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression et les personnes qui ont été victimes de détention arbitraire et d'actes de torture et qui ont continué d'enquêter et de préserver les éléments de preuve des violations des droits de l'homme.

Nous savons, bien évidemment, que le chemin parcouru par ces éléments de preuve, de la collecte à la présentation au procès, est long, et que parfois ils n'y arrivent même pas. Nous savons que la justice et l'application du principe de responsabilité demandent de la patience et de la persévérance. Cependant, nous devons nous assurer que les procédures judiciaires suivent leur cours afin que les termes justice et responsabilité ne

soient pas des mots creux et que notre travail aboutisse, grâce à la patience et à la persévérance, à des actions qui bénéficient aux victimes et aux personnes rescapées.

Nous avons franchi une étape importante lorsque nous avons créé le Mécanisme. Son travail s'est avéré crucial pour appuyer les efforts d'établissement des responsabilités aux niveaux national, régional et international. L'importance qu'il a accordée à l'indépendance et à l'impartialité a contribué de façon décisive à maintenir la confiance de la communauté internationale.

Les Pays-Bas sont fermement convaincus que le Mécanisme est fondamental pour obtenir la justice et établir les responsabilités dont le peuple syrien a besoin et qu'il est en droit d'attendre. C'est également la raison pour laquelle les Pays-Bas, en collaboration avec le Canada, ont entamé un processus, arguant que la République arabe syrienne a violé les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention contre la torture.

Nous devons continuer d'appuyer le travail du Mécanisme international, impartial et indépendant et de travailler ensemble au service de la justice. C'est à nous de faire en sorte que la justice fasse son travail.

**M. Altarsha** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : D'emblée, la délégation de mon pays tient à souligner que notre participation au débat d'aujourd'hui sur le prétendu Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables ne doit pas être considérée comme une reconnaissance du Mécanisme, une acceptation de son mandat ou une approbation de sa légitimité ou de sa crédibilité de quelque manière que ce soit. La présente déclaration n'a pas pour objet de se féliciter du rapport pertinent (voir A/76/690) et ne traduit pas une quelconque volonté d'en discuter.

La République arabe syrienne condamne le prétendu « Mécanisme » et les graves violations qui ont accompagné sa création. Nous ne le jugeons pas légitime. Il contrevient expressément aux Articles 10, 11, 12 et 22 de la Charte des Nations Unies et politise clairement les questions relatives aux droits humains, car certains pays l'utilisent pour exercer des pressions et un chantage, mais aussi pour cibler d'autres pays.

Je voudrais attirer l'attention du Secrétaire général et de toutes les délégations, entre autres, sur les documents A/75/777 et A/74/518, dans lesquels

figurent des lettres adressées par la délégation de mon pays au Secrétaire général et aux Présidents successifs de l'Assemblée générale, prouvant les graves lacunes juridiques et les violations relatives à l'adoption de la résolution 71/248 portant création dudit Mécanisme. Je voudrais formuler les observations suivantes sur les conclusions juridiques et procédurales le concernant.

Premièrement, le Gouvernement syrien n'a pas demandé l'assistance technique ou juridique de l'ONU en vue de la création d'un tel mécanisme. Aucune entité de l'ONU n'a consulté le pays concerné, à savoir la Syrie, ni obtenu au préalable son aval. Nous soulignons également que le Gouvernement syrien, étant donné ses institutions juridiques et judiciaires, est parfaitement capable de rendre la justice et d'établir les responsabilités en dehors de toute ingérence extérieure. Nous avons déjà engagé plusieurs poursuites à cet égard.

Deuxièmement, l'Assemblée générale a outrepassé ses compétences et empiété sur le mandat du Conseil de sécurité par la création d'un organe illégal, en l'absence de toute autorité pour ce faire, contrevenant gravement aux Articles 10, 11, 12 et 22 de la Charte. Le prétendu « Mécanisme » ne peut donc être considéré comme un organe subsidiaire de l'Assemblée générale. Il ne peut pas avoir de statut juridique ou de personnalité juridique. Il n'a pas la capacité ni l'autorité de conclure des accords avec les États Membres ou d'autres entités, ni même de signer des accords de coopération avec les parties prenantes, comme l'indique le rapport. Par conséquent, la décision prise par le Secrétariat de nommer un président et un vice-président du Mécanisme était juridiquement et gravement viciée et n'avait pas lieu d'être. Pour ces mêmes raisons, l'ONU ne doit pas accepter de contributions volontaires ni financer le Mécanisme au moyen de son budget.

Troisièmement, l'ensemble des informations, documents ou éléments de preuve recueillis par le prétendu « Mécanisme » sont compromises, du fait qu'il s'appuie sur des allégations fausses et infondées promues par les gouvernements de pays hostiles au mien soit directement, soit par l'intermédiaire de données collectées à partir de sources en accès libre sur Internet. Ces informations émanent d'organisations terroristes, telles que Hay'at Tahrir el-Cham, qui figure sur les listes du Conseil de sécurité, et les Casques blancs. Cela porte atteinte à la crédibilité et au professionnalisme du Mécanisme et rend ses conclusions nulles et non avenues. Par conséquent, toutes les activités entreprises par le prétendu « Mécanisme », à savoir la collecte, la

conservation et l'analyse d'informations, n'ont aucune validité juridique ou judiciaire et seront inadmissibles en cas de poursuites à l'avenir.

Quatrièmement, le Gouvernement de mon pays exprime avec force son rejet total et ses réserves au sujet de toute information et de tout document fourni au prétendu « Mécanisme » que le Gouvernement syrien aurait fourni à l'ONU ou à certaines entités et organisations internationales concernées par la situation en Syrie, y compris l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Nous insistons sur la nécessité de respecter les informations fournies par mon pays de manière strictement confidentielle et sous réserve d'une diffusion limitée.

La politisation, la sélectivité et le deux poids, deux mesures ont éclipsé les concepts de responsabilité et de justice dans l'Organisation. Certaines délégations ont répété et continueront de répéter leurs appels à l'ouverture d'enquêtes, à l'application du principe de responsabilité et à l'ouverture de poursuites. Si leurs intentions étaient sincères, elles auraient demandé des comptes à ceux qui ont soutenu, financé et armé les terroristes tout en facilitant leur arrivée dans mon pays en provenance du monde entier, à ceux qui ont pillé et fait transiter clandestinement du pétrole syrien à travers nos frontières, et à ceux qui ont volé et passé en contrebande des antiquités syriennes, qui font partie du patrimoine commun de l'humanité et sont maintenant vendues sur les marchés noirs du monde entier.

Ne devrions-nous pas demander des comptes aux pays qui ont pris part à une agression collective contre le peuple syrien dans le cadre de la prétendue coalition mondiale, qui a conduit au meurtre de milliers de Syriens et à la destruction totale de la ville de Raqqa au mépris de ses habitants, sous prétexte de combattre l'organisation terroriste Daech ? Ne devrions-nous pas demander des comptes aux gouvernements de ces pays dont les forces militaires illégales sont présentes dans certaines régions de mon pays, tuant, pillant, déplaçant des personnes et provoquant des changements démographiques, tout en parrainant des entités terroristes et des milices séparatistes ? Ne devrions-nous pas demander des comptes aux gouvernements de ces pays qui pratiquent le terrorisme économique en imposant au peuple syrien des mesures coercitives unilatérales et illégales en dehors du cadre de l'ONU et nous privent de nos droits fondamentaux consacrés par les instruments relatifs aux droits humains ? Ces mesures ne constituent-elles pas des crimes de guerre et des crimes

contre l'humanité, ou la définition de ces crimes est-elle simplement instrumentalisée pour satisfaire la volonté de certains pays occidentaux dont les dossiers à l'ONU sont truffés de preuves historiques d'ingérence militaire illégale et d'actes d'agression qui ont fait des millions de morts innocents, allant de la guerre de Corée à la guerre en Libye, en passant par les guerres du Viet Nam, d'Afghanistan et d'Iraq, tout en imposant un siège immoral aux peuples de plusieurs pays et en les privant de leurs décisions souveraines ?

Le fait de passer délibérément sous silence les graves lacunes du Mécanisme et de tenter de dissimuler les agressions destructrices de certains pays occidentaux met en évidence le caractère mensonger des appels de l'Occident en faveur de l'application du principe de responsabilité et de la justice. Nous exhortons l'Assemblée à refuser de reconnaître ce Mécanisme et à s'opposer aux tentatives de certains gouvernements de faire peser sur les États Membres le financement d'un organe illégal sur le budget ordinaire de l'ONU. Nous exhortons les États Membres à éviter de créer sur le plan juridique un dangereux précédent susceptible de se reproduire dans de nombreux pays.

**M. Rae (Canada)** (*parle en anglais*) : Je suis très reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole aujourd'hui à l'Assemblée générale.

Avant toute chose, je voudrais remercier très sincèrement M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, connu de nous tous sous le nom de Mécanisme international, impartial et indépendant, pour l'exposé présenté aujourd'hui à l'Assemblée générale et le huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690).

Je voudrais commencer par exprimer une fois de plus notre appui indéfectible au Mécanisme et faire part de mon profond désaccord avec les déclarations critiquant la création du Mécanisme et ses procédures de fonctionnement. Nous défendons les travaux du Mécanisme. Je ne crois pas que ces critiques soient justifiées. Nous réaffirmons sa légitimité et sa crédibilité en tant qu'organe d'enquête indépendant et impartial.

Je dois dire que j'ai aussi beaucoup apprécié non seulement les propos tenus aujourd'hui par M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, que j'ai trouvés très clairs et empreints d'intégrité, de vision et d'engagement, mais aussi ma rencontre avec

elle, hier, où nous avons eu l'occasion de discuter de certains des défis auxquels se heurtent le Mécanisme et le monde dans lequel nous évoluons.

En fait, contrairement à certains des discours que nous avons entendus aujourd'hui, le Mécanisme joue un rôle essentiel en recueillant des éléments de preuve et en dénonçant les atrocités indicibles commises en Syrie par le régime, ses partisans et les autres parties au conflit, et ce de manière continue.

Il y a un an, comme les États Membres s'en souviennent sans doute, j'ai parlé à l'Assemblée générale des plus de 73 000 nouveaux arrivants syriens que le Canada a accueillis depuis 2015. J'ai dit alors que ces Canadiens d'origine syrienne, puisque beaucoup sont maintenant devenus des citoyens canadiens, étant donné que s'ils restent sur le territoire pendant plus de trois ans, ils peuvent demander la citoyenneté, étaient désormais nos voisins, nos collègues et nos amis. Je voudrais répéter une fois de plus aujourd'hui ce que j'ai dit à l'époque. J'ai déclaré à l'Assemblée que les expériences des réfugiés syriens étaient ancrées dans le tissu même de mon pays, le Canada, et que leur histoire faisait désormais partie de notre histoire. Par conséquent, leur quête de justice continuera d'être la nôtre également.

C'est ma priorité aujourd'hui. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs de ces familles au Canada. J'ai eu l'occasion de travailler avec les voisins qui les ont aidées à s'adapter à la vie dans un pays très différent. Je suis aussi pleinement conscient de leur attachement à ce que nous faisons aujourd'hui dans cette quête de justice.

Nous saluons l'approche qui guide les travaux du Mécanisme précisément parce que, comme d'autres l'ont dit, elle est inclusive et axée sur les victimes et les personnes rescapées. Nous continuerons de collaborer avec le Mécanisme tout comme il collabore avec la société civile à cet égard. Nous avons tous été très heureux d'apprendre que les premières consultations du Mécanisme avec la société civile et les groupes de victimes/personnes rescapées, menées en présentiel en Turquie en novembre 2021, ont été couronnées de succès, et nous espérons que d'autres réunions de ce type pourront être organisées.

Nous estimons également qu'il est extrêmement important de poursuivre les travaux sur les questions de genre, ainsi que sur les enfants et les jeunes. Ceux-ci s'inscrivent dans le droit fil de nos propres politiques, qui mettent l'accent sur l'importance fondamentale de l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous



attendons donc avec intérêt la publication, dans les mois à venir, de la stratégie complète du Mécanisme relative aux questions de genre.

*(l'orateur poursuit en français)*

Après 11 années de conflit – 11 années, c'est déjà beaucoup, c'est déjà trop –, il est important, maintenant plus que jamais, que la communauté internationale réaffirme son soutien aux initiatives en matière de responsabilité et de justice en Syrie. Sans de tels efforts, une paix durable et une solution politique au conflit, qui reste le défi primordial de notre temps, centrées sur la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, ne seront pas possibles.

Nous pouvons démontrer notre engagement durable à l'égard des Syriens et de la responsabilisation en veillant à ce que des mécanismes comme le Mécanisme international, impartial et indépendant continuent de recevoir un financement et un soutien adéquats pour mener à bien leur travail. À cette fin, le Canada appuie le financement continu du Mécanisme par l'entremise du budget ordinaire de l'ONU.

Le Canada soutient également d'autres mécanismes de responsabilisation internationaux, comme la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, et les initiatives internationales liées à l'utilisation d'armes chimiques par l'intermédiaire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Depuis 2012, le Canada est fier d'avoir pu fournir 33 millions de dollars à l'OIAC pour les efforts propres à la Syrie, comme la poursuite de la destruction du stock d'armes chimiques de la Syrie et le soutien aux missions d'enquête, de vérification et de surveillance, notamment l'Équipe d'enquête et d'identification et la Mission d'établissement des faits.

*(l'orateur reprend en anglais)*

En plus d'appuyer ces cadres d'action traditionnels – soutien au Mécanisme, appui au traitement de la question des armes chimiques et des autres moyens permettant de commettre des atrocités –, nous pensons que nous devons explorer de nouvelles voies pour parvenir à la justice et, en définitive, à la paix. C'est pourquoi, en mars 2021, comme l'a souligné aujourd'hui ma collègue et amie néerlandaise, nous nous sommes joints aux Pays-Bas pour invoquer la responsabilité du régime syrien au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les violations des droits humains qu'il inflige, selon nous, aux Syriens depuis 2011. Nous

poursuivrons nos efforts dans ce sens, et nous continuerons d'aller jusqu'au bout.

Nous nous félicitons également des efforts déployés par d'autres États Membres pour trouver des moyens innovants d'appliquer le principe de responsabilité. Je tiens à rendre un hommage particulier à l'Allemagne et à appeler l'attention sur les propos tenus et le jugement rendu lors du procès de Coblenz. Il est extrêmement important que nous comprenions l'importance de ces avancées pour l'avenir.

Quand on réfléchit à l'exposé de M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et qu'on écoute les interventions des représentants des autres États Membres à l'Assemblée aujourd'hui, je crois qu'il est clair que nous progressons lentement mais sûrement sur la voie de l'application du principe de responsabilité pour les crimes commis en Syrie. Cependant, après 11 années de conflit, nous devons aussi admettre que nous ne sommes qu'au début d'une très longue route. Beaucoup reste à faire.

Je voudrais juste dire un mot à propos d'un commentaire qui a été fait à la fois par mon collègue syrien et par mon collègue iranien, à savoir que le caractère confidentiel d'une enquête ou le refus de divulguer des informations à des personnes extérieures sur l'identification des témoins pose problème. Je peux seulement dire à l'Assemblée que je ne saurais imaginer un système de justice pénale dans le monde qui ne fonctionnerait pas de la sorte. Sommes-nous sérieusement en train de suggérer qu'un magistrat du parquet, ou un procureur de la Couronne ou tout autre procureur, ou que tout mécanisme d'enquête ayant une quelconque crédibilité puisse divulguer le nom de toutes les personnes impliquées dans une enquête en cours sur un crime ? On peut imaginer que les témoins seraient en permanence victimes d'intimidation et de harcèlement. On peut imaginer combien il serait difficile, voire impossible, d'avoir un système de justice pénale qui permette cela.

Je comprends parfaitement le ressentiment que suscite la création du Mécanisme. Je peux le comprendre. Il faut toutefois préciser que, si nous ne voulons pas que cela se produise, nous devons prendre certaines mesures pour que l'impunité ne devienne pas un mode de vie. Nous avons pris toutes les mesures possibles pour ne pas politiser cette question, mais au contraire pour la dépolitiser. Nous cherchons au minimum à recueillir des preuves, c'est tout. Nous verrons ensuite où ces preuves peuvent nous mener si nous avons un tribunal. Voilà ce dont il s'agit. L'idée selon laquelle il existerait une sorte de politisation et d'ingérence est tout simplement fausse.

Comme je l'ai dit, il suffit de consulter le Statut de Rome, qui est très clair. S'il y avait une certaine complémentarité, s'ils avaient été prêts à ouvrir eux-mêmes cette enquête et à créer ce mécanisme, il ne serait pas nécessaire de mener une enquête externe. S'ils avaient fait preuve de bonne volonté, nous ne serions pas ici maintenant, et nous ne ferions pas ce que nous faisons. Pour être franc, nous n'aurions pas non plus à le faire dans tant d'autres endroits.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour aborder directement la question de la détention arbitraire car, alors que nous continuons de réfléchir à ce que nous pouvons faire de plus pour aider à faire la lumière sur ce qu'il est advenu des personnes portées disparues en Syrie, nous jugeons encourageants les efforts déployés par le Mécanisme sur cette question très importante. À cet égard, nous attendons avec intérêt d'entendre M<sup>me</sup> Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lors de l'exposé qu'elle présentera la semaine prochaine sur cette question à l'Assemblée générale.

Pour conclure, je voudrais rappeler que le Canada est absolument et totalement déterminé à aider le peuple syrien – tout le peuple syrien – et à faire en sorte que justice soit rendue et que les auteurs des crimes commis au cours de ces 11 années de guerre répondent de leurs actes. Nous ne pouvons pas tolérer que l'impunité perdure en Syrie ou ailleurs, car nous savons que l'impunité a les conséquences les plus graves qui soient.

Nous devons continuer d'apporter notre appui à des organes tels que le Mécanisme. Nous devons également continuer d'étudier de nouveaux moyens novateurs de rendre la justice. Cela reste aussi important pour la Syrie que pour l'Ukraine, que pour le Canada ou tout autre pays du monde. Nous ne sommes pas un pays qui cherche à faire la morale aux autres, mais un pays qui accepte que l'état de droit s'applique aussi bien à lui qu'aux autres.

**M<sup>me</sup> Chan Valverde** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Onze années se sont écoulées depuis le début du conflit tragique et sanglant en Syrie. Onze années de violences, de destructions et de déplacements massifs de population. Onze années de violations sporadiques du cessez-le-feu, de détentions arbitraires et de présence continue de forces étrangères et de groupes terroristes. Onze années d'une crise complexe, qui continue de menacer les droits et l'avenir de 5 millions d'enfants qui sont nés depuis le début du conflit. Onze années pendant lesquelles les responsables de l'une des crises

humanitaires les plus déchirantes de l'histoire ont continué de jouir de l'impunité. Malgré cette triste réalité, les réfugiés, les médecins, les personnes privées de liberté, les personnes qui ont été torturées et les personnes en proie à des difficultés économiques n'ont pas baissé les bras. Nous ne devons pas non plus baisser les bras.

Depuis sa création, le Mécanisme joue un rôle important en tant que facilitateur de la justice pour les victimes. L'augmentation sensible du nombre de demandes d'assistance émanant de différentes juridictions, le travail de collecte, de sélection et d'analyse des preuves, ainsi que l'expansion du répertoire central témoignent du rôle du Mécanisme en tant que partenaire de la justice.

Le Costa Rica accueille avec satisfaction le huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690) et se félicite du fait que malgré la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les problèmes de liquidités de l'ONU, le Mécanisme a travaillé sans relâche pour faire progresser tous les aspects de son mandat, en affinant ses méthodes de travail, en revoyant ses mesures d'enquête et d'évaluation et en affectant stratégiquement ses ressources limitées.

L'attention particulière accordée aux droits des victimes et des personnes rescapées de ces graves violations des droits humains démontre l'engagement du Mécanisme en faveur d'une justice inclusive qui tient compte des expériences, des vues et des priorités des femmes, des hommes, des filles et des garçons, ainsi que des groupes et des individus systématiquement défavorisés. À cet égard, le Costa Rica souhaite mettre en exergue les points suivants.

Premièrement, le Costa Rica se félicite de l'engagement du Mécanisme à faire de la justice inclusive un axe central de son action. Nous estimons qu'il est essentiel de maintenir une perspective axée sur les victimes et les personnes rescapées qui intègre également les questions de genre, en tenant compte des besoins stratégiques des femmes, des enfants, des adolescents et des groupes défavorisés.

En Syrie, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables, dans la mesure où elles sont davantage exposées à différentes formes de violence, telles que l'exploitation sexuelle, la violence domestique et fondée sur le genre, et le mariage précoce, entre autres. À cet égard, une analyse des questions de genre, sur la base d'une approche inclusive, est d'une

importance capitale pour que justice soit rendue aux victimes de violations graves des droits humains et du droit international.

Dans le prolongement de l'engagement pris par le Mécanisme de remédier efficacement à l'invisibilité historique des individus et des groupes défavorisés en ce qui concerne leur accès à la justice, le Costa Rica estime qu'il est important de mentionner les expériences particulières des filles, plutôt que d'utiliser le terme « enfants », qui risque de renforcer leur invisibilité.

Deuxièmement, le Costa Rica se félicite de l'accès accordé aux membres du Mécanisme pour consulter certains documents recueillis par le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies. Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer que l'emploi d'armes chimiques est absolument interdit par la Convention sur les armes chimiques en toutes circonstances. L'emploi d'armes chimiques est également interdit par le droit international humanitaire coutumier, qui est contraignant pour toutes les parties à tous les conflits armés.

Troisièmement, le Costa Rica note avec satisfaction que des États se sont adressés au Mécanisme pour demander une assistance dans le cadre des efforts nationaux qu'ils déploient en vue d'enquêter sur les crimes perpétrés en Syrie et d'en poursuivre les auteurs. Toutefois, le Costa Rica regrette que la décision d'inclure le financement du Mécanisme dans le budget ordinaire se soit à nouveau heurtée à l'opposition de certains États Membres, et qu'il ait été nécessaire de recourir à un vote au sein de la Cinquième Commission pour qu'elle soit approuvée. Le Costa Rica tient à rappeler que la Cinquième Commission est chargée des questions administratives et budgétaires et qu'elle ne doit pas être instrumentalisée pour renégocier les mandats ou chercher à les saper au moyen de coupes budgétaires ou de financements insuffisants.

La crise humanitaire qui sévit en Syrie exige que l'on se concentre sur les droits des victimes et des personnes rescapées, plus particulièrement en ce qui concerne la recherche de la vérité, l'accès à la justice et les réparations. Le Mécanisme a un rôle essentiel à jouer non seulement dans les efforts déployés pour mettre fin à l'impunité pour les crimes commis en Syrie, mais également pour donner une visibilité aux victimes qui ont été oubliées en cours de route. Les États, quant à eux, s'engagent à œuvrer de concert pour garantir une justice inclusive et équitable pour toutes les victimes.

**M. Zahneisen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à souligner que l'Allemagne s'associe pleinement à la déclaration qui a été faite au nom de l'Union européenne, et je souhaite ajouter quelques observations à titre national.

À l'instar de nombreuses autres délégations, l'Allemagne souhaite remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, de son travail remarquable et de son engagement indéfectible à veiller à ce que justice soit rendue pour les crimes les plus graves commis en Syrie, ainsi que de son impartialité. Nous lui sommes très reconnaissants, ainsi qu'à son équipe, pour leur dévouement. Nous la remercions également de nous avoir présenté ce rapport (voir A/76/690) aujourd'hui. Comme de nombreuses autres délégations, nous la félicitons pour l'exhaustivité et la qualité de ce rapport, et nous souscrivons dans une large mesure à ses conclusions.

L'Allemagne est fermement convaincue que garantir l'application du principe de responsabilité est le moins que nous puissions faire pour les victimes et les personnes rescapées en Syrie. Cela doit se faire sur la base d'un processus rigoureux d'enquête et de documentation des crimes qui ont été commis. Le Mécanisme international, impartial et indépendant joue un rôle essentiel à cet égard, mais il est également indispensable de créer des moyens juridiques permettant de poursuivre ces crimes. L'application de la compétence universelle est l'un de ces moyens. Comme les membres le savent, l'Allemagne s'est engagée dans cette voie il y a un certain temps, et je souhaite en expliquer les raisons.

Premièrement, il s'agit d'un enseignement tiré de notre propre histoire tourmentée. Deuxièmement, compte tenu de leur gravité, les crimes commis en Syrie par le régime syrien et par d'autres ne peuvent pas rester impunis. Enfin, nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible de parvenir à la paix et à la réconciliation en Syrie sans justice.

Comme je l'ai dit, l'Allemagne a constaté que la compétence universelle était un outil efficace pour faire en sorte que les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international répondent de leurs actes. M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et de nombreux représentants qui ont pris la parole aujourd'hui ont déjà évoqué les deux récentes affaires judiciaires en Allemagne. Je n'ai pas

grand-chose à ajouter à leurs conclusions. Je me contenterai de dire que, sans le Mécanisme et son appui, le Bureau du Procureur fédéral de l'Allemagne n'aurait pas connu un tel succès dans ces deux affaires.

La juridiction allemande poursuivra ses procédures sur la base de la compétence universelle, et nous encourageons les autres à recourir également à celle-ci ou à se doter des fondements juridiques nécessaires. Nous sommes toujours disposés à partager nos expériences.

Pour conclure, nous estimons que le Mécanisme, son professionnalisme et ses considérables bases de données constituent le fondement même de toute forme de procédure judiciaire menée en faveur du peuple syrien et de concert avec celui-ci. Nous sommes fiers d'être un partenaire du Mécanisme international, impartial et indépendant, et j'assure l'Assemblée que l'Allemagne maintiendra son soutien au Mécanisme et à son travail important.

**M. Fifield** (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Marchi-Uhel de l'exposé instructif qu'elle a présenté aujourd'hui.

Je tiens à souligner que l'Australie appuie sans réserve le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Sans la justice, il ne saurait y avoir de perspective de paix durable et crédible. L'établissement des responsabilités pour les crimes internationaux graves doit constituer une priorité mondiale. Toute proposition tendant à suggérer que l'examen par la communauté internationale des violations les plus odieuses du droit international est incompatible avec les principes de souveraineté et de non-ingérence sape délibérément l'objectif et l'esprit mêmes de la Charte des Nations Unies.

C'est à nous tous que nous sommes réunis ici aujourd'hui qu'il incombe de décourager et de prévenir les atrocités criminelles en amenant les auteurs de ces crimes à répondre de leurs actes. Malheureusement, nul besoin de chercher bien loin dans le monde actuel pour constater que l'impunité engendre davantage de violence, de conflits et d'atrocités. Il suffit en effet de regarder les événements tragiques qui secouent l'Ukraine. Nous y sommes témoins des violations flagrantes du droit international commises par la Russie du fait de son invasion non provoquée, injustifiée et illégale d'une

nation souveraine. L'Australie est également vivement préoccupée par le fait que nombre des agissements de la Russie sont constitutifs de crimes de guerre. Les crimes perpétrés par la Russie en Ukraine ne doivent pas rester impunis.

L'Australie se félicite du huitième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant (voir A/76/690). Nous apprécions en particulier les informations actualisées contenues dans le rapport sur les progrès réalisés par les juridictions nationales dans les enquêtes et les poursuites concernant les crimes commis en Syrie. C'est là une démonstration éclatante de la valeur que revêt le Mécanisme. Cela nous rappelle également que nous, les Membres de l'ONU, pouvons continuer à promouvoir le principe de responsabilité et la justice, même dans les circonstances les plus difficiles.

Cela étant, nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire. Des allégations portant sur des événements extrêmement préoccupants en Syrie continuent de nous parvenir, notamment de récents rapports faisant état de prises d'otages, de détentions arbitraires et du recours incessant à des tactiques de siège par les forces syriennes.

Nous devons continuer à faire en sorte que les responsables des crimes commis en Syrie répondent de leurs actes, et nous exhortons tous les Membres à se prononcer en faveur du respect du principe de responsabilité et de la justice en Syrie. L'impunité ne doit pas triompher, ni en Syrie ni ailleurs.

L'Australie appelle de nouveau toutes les parties au conflit à coopérer pleinement avec le Mécanisme. Comme en témoigne son dernier rapport, le travail du Mécanisme demeure absolument essentiel. Nous exhortons tous les États Membres à soutenir le Mécanisme dans cette importante mission.

**M<sup>me</sup> Alnesf** (Qatar) (*parle en arabe*) : Je remercie le Président d'avoir organisé la présente séance conformément à la résolution 76/228, témoignant ainsi de l'intérêt que porte l'Assemblée générale aux travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Je tiens également à remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme, et son équipe pour les efforts qu'ils ont déployés afin d'établir le huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690), dont l'Assemblée générale est saisie aujourd'hui.



L'obligation de rendre des comptes et la prévention de l'impunité sont des éléments très importants pour décourager la perpétration et la récurrence de crimes contre l'humanité et pour parvenir à la réconciliation et à une paix durable, ainsi que pour mettre un terme à la crise syrienne qui dure depuis trop longtemps. Le mandat du Mécanisme représente un véritable engagement à défendre les principes du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Il conforte également la position morale et juridique résolue que la communauté internationale doit adopter contre les crimes les plus graves et en faveur de la réalisation des droits des victimes.

Sur cette base, l'État du Qatar a appuyé la création et la mise en place du Mécanisme et continuera à le soutenir, de même que le principe de responsabilité. Notre position sur la crise syrienne est bien connue, y compris notre engagement à fournir une aide humanitaire pour soulager les souffrances du peuple frère syrien. Dès le début, nous avons insisté sur le fait qu'un règlement pacifique de la crise représentait le seul moyen de mettre un terme aux souffrances de la population.

L'État du Qatar, en coopération avec ses partenaires internationaux, continuera d'œuvrer, dans un esprit constructif, à la recherche d'une solution à la crise au moyen d'un processus politique véritable conduisant à une transition politique conforme au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et à la mise en œuvre intégrale de la résolution 2254 (2015), de manière à répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien et à préserver l'unité, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie.

Pour terminer, nous rappelons que le Mécanisme international, impartial et indépendant doit continuer à bénéficier de l'appui des pays, de l'ONU et d'autres organisations internationales, ainsi que de fonds suffisants et prévisibles prélevés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. La crédibilité et l'indépendance du Mécanisme s'en trouveront renforcées.

**M<sup>me</sup> Oehri** (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : La guerre en Syrie a débuté il y a 11 ans, 11 années de conflit au cours desquelles des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie, des millions de personnes ont fui leur foyer et de nombreuses autres sont portées disparues. Cette situation tragique est imputable, dans une large mesure, à l'impunité. Lorsque l'impunité prévaut, les conflits plongent dans une spirale infernale, car les auteurs de crimes se sentent enhardis et le mépris systématique du droit international humanitaire

devient une méthode de guerre. Nous sommes réunis ici, aujourd'hui, dans le cadre de l'Assemblée générale, qui a consacré ces dernières semaines à répondre au déclenchement d'un nouveau conflit loin des côtes de la Syrie, mais étroitement lié à elle, à savoir l'agression éhontée dirigée contre l'Ukraine, où nous assistons à une répétition effrayante du scénario appliqué par la Russie en Syrie.

Cette situation ne fait que souligner davantage la nécessité de veiller à ce que les auteurs des crimes commis dans le cadre du conflit syrien répondent de leurs actes. Nous nous félicitons du rôle majeur que l'Assemblée générale a joué à cet égard. En décembre 2016, le Liechtenstein a eu l'honneur de présenter le projet de résolution qui allait devenir la résolution 71/248, portant création du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, un effort commun visant à garantir l'application du principe de responsabilité aux crimes les plus graves au regard du droit international. Sa création a été motivée par l'horreur des atrocités commises en Syrie, par notre honte et notre frustration collectives face à l'inaction du Conseil de sécurité et par notre foi inébranlable dans le fait que la justice n'était pas seulement nécessaire, mais aussi possible.

Nous saluons les travaux importants réalisés jusqu'à présent par le Mécanisme international, impartial et indépendant, et remercions M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel de la manière résolue dont elle dirige le Mécanisme depuis sa création. Comme M<sup>me</sup> Marchi-Uhel vient de nous le dire, le Mécanisme international, impartial et indépendant continue de démontrer la valeur ajoutée qu'il apporte aux efforts de justice concernant les crimes les plus graves commis en Syrie. En réponse aux demandes d'assistance qui lui ont été adressées, le Mécanisme a prêté son concours à 91 enquêtes distinctes menées au niveau national, dont certaines concernaient des affaires dans lesquelles un(e) suspect(e) a été placé(e) en détention ou qui ont conduit à la tenue d'un procès.

Il est encourageant de constater que ce nouveau mécanisme d'établissement des responsabilités, créé par l'Assemblée, fonctionne. Le Mécanisme s'est résolument imposé comme un modèle de réussite en matière de responsabilisation, reproduit par la création d'un mécanisme quasiment identique par le Conseil des droits de

l'homme pour la situation au Myanmar. Le succès et l'acceptation politique du Mécanisme ont été confirmés par la décision de l'Assemblée de garantir son financement par l'intermédiaire du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons vivement qu'il bénéficiera d'un financement durable dans le cadre du budget ordinaire à l'avenir. En effet, le mandat confié au Mécanisme et la manière dont il s'en acquitte ont été si convaincants que les appels en faveur de la création d'une entité générique dotée d'un mandat identique se font de plus en plus pressants. Nous nous réjouissons à la perspective de contribuer à ces réflexions.

Malgré ses réussites, le Mécanisme ne constitue qu'une réponse partielle au problème d'attribution des responsabilités auquel nous sommes confrontés en Syrie. Il ne s'agit pas d'un tribunal. D'importantes lacunes en matière de responsabilité doivent donc être comblées, et nous tenons à remercier les États qui ont pris l'initiative d'engager des poursuites pénales devant leurs tribunaux sur la base du principe de la compétence universelle. Nous espérons vivement que ces procédures, y compris la conduite à bonne fin des affaires récemment jugées à Coblence, en Allemagne, ne sont qu'un début. Nous renouvelons notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il renvoie la situation en Syrie à la Cour pénale internationale, une démarche qui s'est heurtée par le passé au veto de deux membres permanents, malgré le souhait exprimé par l'écrasante majorité des Membres de l'ONU.

La création du Mécanisme témoigne incontestablement du rôle important que l'Assemblée peut jouer en matière de responsabilité. Des enquêtes et des poursuites sont engagées dans diverses juridictions nationales. Des États partagent des informations avec le Mécanisme, et la responsabilité pour les crimes commis en Syrie est à portée de main. Nous espérons que ce type d'action sera reproduit dans d'autres situations difficiles à l'égard desquelles le Conseil est dans l'impasse.

Plus important encore, les discussions sur l'application du principe de responsabilité doivent faire partie intégrante de nos échanges généraux sur la Syrie. La société civile syrienne, en particulier, a clairement indiqué à maintes reprises que le pays ne pouvait envisager un avenir stable et pacifique tant que les auteurs des atrocités commises par le passé n'auraient pas à rendre compte de leurs actes. Nous avons l'obligation de répondre à cet appel, dans le droit fil de notre conviction souvent exprimée qu'il ne peut y avoir de paix durable en Syrie sans justice.

**M. Kulháněk** (République tchèque) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Marchi-Uhel d'avoir présenté le huitième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/76/690). Eu égard à la déclaration de l'Union européenne, je souhaite ajouter quelques observations à titre national.

Le présent débat revêt une importance toute particulière, car il démontre clairement que nous n'oublions aucun des conflits qui continuent de faire rage dans le monde. L'impératif le plus fondamental est d'enquêter sur les violations du droit international ainsi que sur les atteintes à ce droit, et de poursuivre les responsables : cet impératif doit être défendu en tout lieu, en tout temps et quels qu'en soient les auteurs.

L'Assemblée générale a créé le Mécanisme il y a près de six ans. Depuis lors, il s'est imposé comme un outil essentiel et utile. Il illustre la manière dont l'Assemblée générale exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte des Nations Unies et contribue de manière importante à l'état de droit.

Je tiens à appeler l'attention de l'Assemblée sur un problème persistant, à savoir le manque de volonté affichée par le Conseil de sécurité d'appliquer la même approche à toutes les situations dans lesquelles des crimes sont commis au regard du droit international. Il est regrettable que la Cour pénale internationale n'ait pas été saisie de la situation en Syrie en raison du recours au veto. Malheureusement, peu de choses ont changé.

Le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui indique clairement que le Mécanisme a mené une action efficace et sans ingérence politique pour coopérer avec les juridictions concernées. La République tchèque est disposée à coopérer avec le Mécanisme dans le cadre de sa législation interne.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous avons toujours résolument plaidé en faveur d'un financement à partir du budget ordinaire de l'ONU. Un financement régulier et prévisible est un préalable indispensable à toutes les activités du Mécanisme. Compte tenu de l'importance que revêt le mandat du Mécanisme, nous apporterons cette année encore une contribution volontaire, comme nous l'avons fait les années précédentes.

**M. Massari** (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice. Je souhaite ajouter quelques observations à titre national.

Je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel d'avoir présenté le huitième rapport (voir A/76/690) consacré aux activités du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, que nous soutenons sans réserve.

La Syrie demeure la plus grave crise humanitaire et de sécurité de la dernière décennie, produisant des effets dévastateurs sur l'ensemble du Moyen-Orient et au-delà. Le peuple syrien est celui qui a le plus souffert. Il subit des violations systématiques de ses droits humains, qui résultent souvent d'attaques visant des civils et des infrastructures civiles, perpétrées en violation du droit international humanitaire. La seule façon de sortir d'une telle crise prolongée est de promouvoir la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et de ses dispositions, en traçant la voie vers un règlement pacifique du conflit. C'est pourquoi nous appuyons pleinement les efforts déployés par l'Envoyé spécial, M. Geir Pedersen.

Dans ce contexte, nous estimons que, pour parvenir à une paix durable, nous devons veiller à ce que les auteurs des crimes les plus graves commis par toute partie au conflit, en particulier les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, répondent pleinement de leurs actes. Il s'agit non seulement d'un impératif moral, mais aussi d'un facteur de dissuasion contre de futures violations et d'une composante fondamentale de tout processus de réconciliation. L'impunité en Syrie, comme partout ailleurs, ne saurait être tolérée. Il faut y mettre fin. Justice doit être faite aux victimes, c'est une condition essentielle d'une paix durable en Syrie.

C'est dans cet esprit que l'Italie soutient résolument le Mécanisme depuis sa création, ainsi que les autres organes de l'ONU créés aux fins de l'application du principe de responsabilité en Syrie. Il s'agit d'un dispositif capital pour la collecte, le regroupement, la conservation et l'analyse des preuves de violations graves du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

L'Italie apprécie particulièrement les progrès accomplis par le Mécanisme au cours de la période considérée et se félicite de la coopération croissante entre le

Mécanisme et les autorités nationales dans les enquêtes et les poursuites concernant les crimes les plus graves commis en Syrie. L'Italie a toujours soutenu que les poursuites et les procès engagés au niveau national devaient être complétées par un renvoi, par le Conseil de sécurité, de la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

La tendance observée en Syrie ces 10 dernières années est choquante, avec une violence aveugle ciblant souvent les plus vulnérables, comme les femmes, les filles, les enfants et les minorités. Par ailleurs, l'Italie demeure vivement préoccupée par le grand nombre d'exécutions extrajudiciaires et de personnes portées disparues ou détenues illégalement, ainsi que par les cas de torture et de violence fondée sur le genre qui se produisent dans les centres de détention. Dans cette optique, l'Italie tient à exprimer sa reconnaissance pour les efforts déployés par le Mécanisme en vue d'élaborer des stratégies thématiques consacrées à ces groupes vulnérables sur la base d'une approche axée sur les victimes/personnes rescapées. Il ne sera possible d'obtenir une justice inclusive en faveur du peuple syrien que si les récits et les perspectives des personnes qui ont le plus souffert du conflit sont pleinement pris en compte.

Enfin, je saisis cette occasion pour réaffirmer que l'Italie est favorable au financement du Mécanisme par l'intermédiaire du budget ordinaire de l'ONU. Il est de la plus haute importance que le Mécanisme puisse compter sur une dotation financière régulière de l'ONU afin de planifier ses travaux et les faire progresser. L'Italie continuera à soutenir, au sein des organismes compétents des Nations Unies, la mise à disposition régulière de fonds suffisants en faveur du Mécanisme.

**M. Camilleri** (Malte) (*parle en anglais*) : Pour commencer, nous nous faisons l'écho des nombreux pays qui ont remercié de leur travail M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, et son équipe. Les efforts qu'ils déploient redonnent de l'espoir aux victimes du conflit dévastateur qui sévit en Syrie, et leur dévouement et leur détermination méritent d'être salués.

Malte souscrit à la déclaration qui a été prononcée par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et voudrait ajouter quelques remarques à titre national.

Nous nous félicitons de la tenue du présent débat, qui nous donne une fois de plus l'occasion de nous remémorer les graves crimes commis en Syrie et de renouveler notre appel en faveur de la justice et de l'application du principe de responsabilité. À la réunion organisée selon la formule Arria par l'Estonie et d'autres coparrains en novembre dernier, nous avons eu l'occasion d'entendre de vive voix les témoignages de victimes syriennes. M. Omar Alshogre a livré un récit déchirant des tortures physiques et psychologiques qu'il a dû endurer aux mains du régime syrien, et notamment du massacre brutal de sa famille. Nous avons entendu M<sup>me</sup> Waad Al-Kateab, qui a raconté son expérience en tant que réfugiée et appelé la communauté internationale à veiller à ce que les responsables des bombardements d'écoles et d'hôpitaux soient amenés à répondre de leurs crimes. Ces récits personnels glaçants doivent nous rappeler les responsabilités qui nous incombent en tant que membres de la communauté internationale et le rôle que nous devons jouer pour contribuer à la paix et à la sécurité internationales. Il ne suffit pas d'écouter les victimes. Nous devons aussi œuvrer inlassablement à leur rendre justice.

La collecte et la conservation des informations et des preuves revêtent une importance cruciale, et Malte continuera à soutenir le Mécanisme dans ces efforts. En outre, nous nous félicitons de la collaboration que le Mécanisme continue d'entretenir avec les États, les organisations internationales, les entités des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les personnes, ainsi que de sa coopération avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Nous insistons sur le fait que les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales doivent coopérer avec le Mécanisme et que les États Membres doivent continuer à lui apporter leur soutien. Nous attachons une grande importance à l'approche axée sur les victimes/personnes rescapées, qui tient compte des expériences et des vues des différentes communautés de victimes et de personnes rescapées syriennes, et nous saluons les efforts entrepris pour faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues. Leurs familles méritent de connaître la vérité.

Pour terminer, Malte insiste une nouvelle fois sur la nécessité d'instaurer un cessez-le-feu dans toute la Syrie et de parvenir à une solution politique fondée sur la résolution 2254 (2015). C'est le seul moyen d'aller de

l'avant. Nous devons adresser un message fort et clair. Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne peuvent et ne doivent pas rester impunis. Malte continuera de plaider en faveur de la justice et de l'application du principe de responsabilité et de demander au Conseil de sécurité de renvoyer la situation en Syrie à la Cour pénale internationale. Les auteurs ne doivent jamais oublier que la justice finira par l'emporter.

**M<sup>me</sup> Baeriswyl** (Suisse) : La Suisse remercie la Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, pour la présentation de ce rapport (voir A/76/690) et félicite le Mécanisme pour son engagement indéfectible et les résultats obtenus, 11 ans après le début de ce terrible conflit qui, jour après jour, fait souffrir des milliers de personnes.

Je pense que la citation de ma collègue néerlandaise, qui parlait de ce jeune Syrien qui disait que ce processus présentait un brin d'espoir que justice serait rendue, est importante – importante, parce qu'elle exprime l'espoir que l'impunité finisse en Syrie comme ailleurs. Il est donc à saluer qu'au cours de la période considérée, les efforts du Mécanisme aient non seulement abouti à l'ouverture de deux nouveaux dossiers, mais aient également permis d'accroître le soutien aux juridictions nationales chargées d'enquêter sur les crimes commis en République arabe syrienne.

À cet égard, mon pays appelle tous les États Membres à collaborer étroitement avec le Mécanisme. Les poursuites judiciaires ouvertes dans plusieurs États démontrent la pertinence de son travail, ainsi que l'importance du principe de la compétence universelle, comme en témoignent certains verdicts réjouissants rendus récemment en Europe.

En Suisse, une modification du cadre législatif relatif à l'entraide pénale internationale est entrée en vigueur en juin 2021. À travers cette dernière, mon pays pourra accroître la coopération avec le Mécanisme et d'autres mécanismes pénaux internationaux. Toutefois, pour que le Mécanisme puisse continuer sa mission, il est aussi essentiel de lui assurer un financement durable. C'est pourquoi il est crucial que le Mécanisme continue d'être inclus dans le budget régulier de l'ONU.

Par ailleurs, la reddition des comptes est indispensable pour instaurer une paix durable en Syrie. Justice doit être rendue à tous les individus qui souffrent de



violations de leurs droits. Le Mécanisme joue un rôle crucial pour atteindre cet objectif, raison pour laquelle la Suisse a soutenu son établissement et continue à le soutenir pleinement.

Cependant, le mandat du Mécanisme permet d'aller au-delà de la reddition des comptes. Il permet également de contribuer, par exemple, à la recherche des personnes disparues, renforçant ainsi une approche de la justice centrée sur les victimes, qui accorde la priorité à leurs besoins. Plus généralement, le Mécanisme s'inscrit dans un ensemble plus large de mesures destinées à renforcer le traitement du passé.

Enfin, une participation active de la société civile est essentielle pour promouvoir une paix en Syrie. La documentation des crimes commis en Syrie est en grande partie le fruit du travail des organisations de la société civile, dont les efforts permettent de surmonter l'absence d'accès au territoire du Mécanisme et de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne du Conseil des droits de l'homme.

Les Pays-Bas et la Suisse s'efforcent ainsi depuis 2017, par le biais du processus de Lausanne, de faciliter la coopération et la transmission des informations entre le Mécanisme et les organisations non gouvernementales syriennes.

La Suisse continuera à apporter son soutien au Mécanisme et invite tous les États Membres à faire de même. La société et les victimes en Syrie comptent sur notre engagement pour la justice et la paix en Syrie, et la route vers la paix passe par la justice.

**M<sup>me</sup> Lõuk** (Estonie) (*parle en anglais*) : L'Estonie s'associe à la déclaration faite précédemment par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice. Je souhaite ajouter quelques remarques à titre national.

Nous tenons à saluer la présence parmi nous aujourd'hui de M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, et la remercions de sa présentation du huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690), ainsi que du dévouement dont elle fait preuve dans la conduite de celui-ci.

Le conflit en Syrie a débuté en 2011 lorsque des manifestants pacifiques réclamant le respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité se sont vu opposer

une violente répression de la part du régime syrien. Les atrocités qui ont suivi et qui perdurent aujourd'hui ont entraîné le déplacement de près de 7 millions de Syriennes et de Syriens dans le monde entier, qui sont devenus des réfugiés en dehors de la Syrie, et de 7 millions d'autres à l'intérieur de leur propre pays. La guerre a déraciné environ deux tiers de la population syrienne. La situation est toujours catastrophique. Il demeure primordial que le Conseil de sécurité renouvelle le mécanisme d'aide transfrontière.

Nous constatons que la Russie, qui est rendue complice du régime syrien en provoquant et en entretenant la crise humanitaire et qui est responsable d'attaques contre des infrastructures civiles et de pertes en vies humaines en Syrie, commet les mêmes violations contre les civils en Ukraine et est responsable de la grave crise humanitaire et de nombreuses pertes en vies humaines dans ce pays, qui découlent uniquement de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, en violation flagrante du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies. Ses actes entraînent des répercussions sur les populations du monde entier, qui se manifestent notamment par une insécurité alimentaire accrue, en particulier pour les personnes les plus vulnérables.

La seule solution à la situation en Syrie ne peut qu'être une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Cependant, il ne fait aucun doute qu'il ne peut y avoir de paix durable sans justice. L'Estonie se félicite des mesures prises à l'échelle nationale par plusieurs pays afin de faire respecter le principe de responsabilité. Dans le même temps, nous déplorons l'incapacité collective du Conseil de sécurité à prendre la moindre mesure sérieuse pour mettre fin au conflit en Syrie et garantir la justice.

Au cours de son mandat au Conseil, qui s'est achevé l'année dernière, l'Estonie et 12 autres États Membres ont convoqué une réunion du Conseil de sécurité selon la formule Arria (S/2021/1112) le 29 novembre, pour mettre en exergue le rôle que Conseil et la communauté internationale doivent jouer pour promouvoir l'application du principe de responsabilité, systématiquement et avec impartialité, pour les crimes commis en Syrie. La société civile syrienne a également eu l'occasion de s'exprimer sur la situation en Syrie pendant cette réunion.

L'Estonie appelle une nouvelle fois le Conseil de sécurité à intensifier ses efforts pour mettre fin à l'impunité, notamment en saisissant la Cour pénale internationale de la situation en Syrie.

Les mécanismes d'enquête, tels que le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui a été créé par l'Assemblée générale, la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne du Conseil des droits de l'homme et l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, jouent tous un rôle central dans la collecte des éléments de preuve concernant les crimes qui ont été commis.

L'Estonie continue d'appuyer fermement les travaux et le mandat du Mécanisme, et se félicite de son dernier rapport (voir A/76/690), désormais établi chaque année. Les efforts considérables déployés par le Mécanisme pour étendre son répertoire central et améliorer son travail d'analyse revêtent la plus haute importance pour un certain nombre d'enquêtes portant sur les crimes commis en Syrie.

Nous saluons les efforts déployés par le Mécanisme pour garantir une justice inclusive et axée sur les victimes/personnes rescapées en accordant une attention particulière aux crimes sexuels et fondés sur le genre, ainsi qu'aux crimes contre les enfants. Nous attendons avec impatience la publication de la stratégie du Mécanisme relative au genre.

Compte tenu de la gravité et de l'ampleur du problème des personnes portées disparues, l'Estonie se félicite également des efforts du Mécanisme pour intensifier le partage d'informations les concernant.

Nous constatons par ailleurs avec satisfaction que le Mécanisme poursuit sa collaboration avec les acteurs de la société civile syrienne, afin de mieux comprendre les besoins des communautés locales et de les prendre en compte dans ses travaux.

L'Estonie voudrait attirer l'attention sur les efforts consentis récemment par le Mécanisme pour recourir à des solutions technologiques innovantes dans le cadre de ses processus d'analyse. Enfin, nous restons favorables à ce que le financement du Mécanisme soit

assuré par le budget ordinaire de l'ONU, et nous saisissons cette occasion pour appeler tous les États à adopter cette position.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que l'Estonie reste attachée à l'ordre international fondé sur des règles. Nous ne pouvons pas fermer les yeux face aux atrocités qui continuent d'être commises en toute impunité dans de nombreuses régions du monde. Nous demandons à tous les États et à la communauté internationale d'appuyer tous les efforts en cours pour mettre fin à l'impunité, notamment l'important travail réalisé par le Mécanisme en Syrie. La justice doit triompher. En cette période de troubles croissants, nous ne pouvons pas laisser tomber ni oublier le peuple syrien.

**M. Keçeli** (Turquie) (*parle en anglais*) : Nous venons de commémorer le onzième anniversaire du début de la guerre en Syrie. Voilà plus d'une décennie que les Syriens paient un très lourd tribut pour leur quête inlassable de liberté et de dignité. Ils ont connu des souffrances, des tourments et des pertes inimaginables à cause des attaques brutales du régime d'Al-Assad et de ses amis. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées. Beaucoup d'autres ont été gazées, assiégées, enlevées, portées disparues de force, torturées, sexuellement abusées, recrutées comme enfants soldats et privées de nourriture et de médicaments. Des dizaines de milliers ont péri dans des prisons. Des millions ont été déplacées ou ont cherché refuge dans les pays voisins.

Tout au long du conflit, l'emploi d'armes chimiques a fait partie de la guerre impitoyable que le régime mène contre son peuple. Tout récemment, les atrocités et les crimes commis par le régime syrien contre son propre peuple ont été confirmés par un témoin direct, un fossoyeur.

Il est de notre devoir juridique et moral de protéger les civils syriens des graves crimes perpétrés par le régime et de veiller à ce que les auteurs de ces crimes en répondent. Nous félicitons M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel et le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables pour avoir intensifié leurs efforts, comme en témoigne l'ouverture de deux nouveaux dossiers. Nous prenons également acte avec une grande satisfaction du fait que le répertoire central du Mécanisme est en cours d'expansion et que de nouvelles technologies ont été déployées pour améliorer sa structure.

Afin de permettre au Mécanisme de poursuivre et de pérenniser ces réalisations louables, il faut lui garantir un financement prévisible. À cet égard, nous réaffirmons notre ferme soutien à l'allocation de ressources suffisantes provenant du budget ordinaire de l'Organisation.

En outre, nous nous félicitons que l'opposition syrienne légitime internationalement reconnue, à savoir le Gouvernement intérimaire syrien et la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syriennes, coopère étroitement avec le Mécanisme international, impartial et indépendant et d'autres mécanismes internationaux pour garantir l'application du principe de responsabilité. Nous encourageons le Mécanisme à poursuivre et à renforcer son dialogue avec les représentants légitimes du peuple syrien.

Il est impératif d'établir les responsabilités et de garantir au peuple syrien une justice impartiale et inclusive pour instaurer une paix durable et pérenne. Nous ne pouvons pas changer le passé, mais nous pouvons agir aujourd'hui pour garantir les droits et la dignité du peuple syrien. C'est pourquoi nous appelons tous les États Membres à maintenir leur soutien en faveur du Mécanisme international, impartial et indépendant.

**M. Maes** (Luxembourg) : Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne. Qu'il me soit permis de la compléter par des considérations à titre national.

Le Luxembourg salue l'organisation du débat ce de jour, qui nous permet de réaffirmer notre soutien au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Le Luxembourg est fier d'avoir soutenu le Mécanisme dès sa création en 2016.

L'actualité, je pense en particulier à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, nous montre à nouveau l'importance de la lutte contre l'impunité pour la prévention des conflits et la prévention des crimes. On ne peut que s'interroger sur le lien entre l'impunité pour les crimes commis en Syrie et l'agression de la Russie contre l'Ukraine, que nous condamnons dans les termes les plus forts.

Le Luxembourg remercie la Cheffe du Mécanisme, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, pour la présentation de son rapport (voir A/76/690) et pour son engagement,

avec l'ensemble de son équipe. Le nombre sans cesse croissant de demandes d'assistance provenant des juridictions nationales montre que le Mécanisme continue de faire la preuve de son efficacité en tant qu'acteur de la justice. Nous saluons les recommandations concrètes incluses dans le rapport en vue de renforcer la coopération du Mécanisme avec les entités des Nations Unies, avec les États et avec la société civile, dont le rôle demeure crucial.

Nous apprécions le fait que le travail du Mécanisme lié à l'établissement des responsabilités repose sur une approche fondée sur les droits et axée sur les victimes et les personnes rescapées. Nous saluons dans ce contexte les stratégies thématiques relatives au genre et aux enfants et aux jeunes que le Mécanisme est en train de mettre en œuvre, ainsi que la contribution du Mécanisme à l'élucidation du sort des personnes portées disparues.

Depuis 11 ans, la Syrie s'enfonce chaque jour un peu plus dans l'horreur d'une violence aveugle qui tue dans un climat d'impunité. Cette impunité est une des raisons pour lesquelles le régime syrien, ses soutiens et les autres parties au conflit en Syrie continuent de commettre des crimes dont les populations civiles sont les premières victimes.

La création en 2016 par l'Assemblée du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie a permis de franchir une étape décisive dans l'identification des responsables de ces crimes, notamment grâce à la collecte, à la préservation et à l'analyse d'éléments de preuve et au partage de données et d'expertise, notamment avec les juridictions nationales. L'important travail de documentation en cours est crucial pour que, le moment venu, justice puisse être rendue. La création du Mécanisme a illustré le rôle important que l'Assemblée générale peut jouer quand le Conseil de sécurité est paralysé par le veto.

Dès le début de son mandat en tant que membre élu du Conseil de sécurité pour la période 2013-2014, en janvier 2013, le Luxembourg avait plaidé, avec 56 autres États, pour que le Conseil de sécurité saisisse le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de la situation en Syrie. La CPI a été créée précisément pour mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, et pour assurer effectivement la répression de ces crimes quand un État n'en a pas la volonté ou en est incapable. Tel est bien le cas de la Syrie. Nous avons fortement regretté le fait que le

Conseil de sécurité n'a pas été en mesure d'adopter un projet de résolution (S/2014/348) déferant la situation en Syrie à la CPI le 22 mai 2014 en raison du vote négatif de deux membres permanents du Conseil. Près de huit années plus tard, force est de constater que les crimes continuent.

Plus de la moitié des Syriens ont dû quitter leurs foyers et plus de 6 millions d'entre eux ont fui leur pays. Des dizaines de milliers de personnes ont été victimes de disparitions forcées, laissant encore aujourd'hui leurs familles dans l'incertitude sur leur sort.

Pour mettre fin au conflit et aux atrocités en Syrie, il est indispensable d'œuvrer à une solution politique. Lutter contre l'impunité n'est pas incompatible avec la recherche d'une telle solution politique, au contraire. Lutter contre l'impunité, c'est lutter précisément contre ce qui attise la guerre et la violence. Ceci s'applique en Syrie comme aux autres conflits dans le monde.

Enfin, nous devons aussi continuer de répondre aux besoins humanitaires énormes en Syrie. Le Luxembourg continuera là aussi d'apporter sa part. Face aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis en Syrie, nous ne cesserons d'appeler à la justice pour les Syriens.

**M. Tau** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, d'avoir présenté le huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690). La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'examiner l'important travail du Mécanisme à cette séance plénière de l'Assemblée générale.

À l'instar de nombreux autres orateurs qui se sont exprimés aujourd'hui, la Nouvelle-Zélande réaffirme son profond attachement à la valeur et à l'intégrité du Mécanisme et de ses travaux. Nous insistons à nouveau sur l'importance d'œuvrer collectivement contre l'impunité pour les crimes horribles commis en Syrie et soulignons le rôle essentiel joué par le Mécanisme dans ces efforts et dans l'établissement des responsabilités. Si la justice n'est pas rendue aux victimes des crimes commis en République arabe syrienne, l'état de droit et ses fondements s'en trouveront érodés pour toutes et tous. C'est pourquoi il est particulièrement important,

surtout dans le contexte actuel, de prendre en considération et de protéger l'état de droit, le principe de responsabilité et le respect des principes fondamentaux du droit international.

La Nouvelle-Zélande se réjouit de constater, à la lecture du rapport du Mécanisme, que des progrès ont été réalisés dans l'exécution de son mandat, malgré les défis posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). L'ouverture de deux nouveaux dossiers au cours de la période considérée, ainsi que le nombre croissant de demandes d'assistance qu'il reçoit, témoignent de l'importance du travail entrepris par le Mécanisme pour établir les responsabilités pénales individuelles.

La Nouvelle-Zélande salue également le fait que le Mécanisme collecte de plus en plus de preuves en mettant à profit les nouvelles technologies et renforce sa collaboration avec les États, les organisations internationales et la société civile. Nous nous félicitons de l'acquisition et du déploiement de nouveaux logiciels par le Mécanisme, ainsi que de la mise en place de nouveaux partenariats technologiques.

Nous sommes en outre satisfaits de constater que le Mécanisme reste attaché à une approche globale et inclusive de la justice, notamment en intégrant dans ses travaux des stratégies thématiques sur le genre, les enfants et les jeunes. Nous saluons le fait que cette approche est appliquée dans l'enquête sur les crimes commis par des individus associés à l'État islamique.

Ainsi qu'il ressort clairement du rapport, l'ampleur et l'importance des travaux à entreprendre par le Mécanisme sont immenses. Nous continuerons à suivre de près les travaux du Mécanisme. L'Assemblée générale peut compter sur le soutien inconditionnel de la Nouvelle-Zélande.

**M<sup>me</sup> Dime Labille** (France) : La France souscrit à la déclaration de l'Union européenne.

Nous remercions M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, ainsi que l'ensemble de son équipe pour leur important travail, et saluons les avancées réalisées au cours de la période couverte par le huitième rapport (voir A/76/690).

Malgré le contexte difficile que nous vivons, les auteurs de crimes commis en Syrie ne doivent pas rester impunis. Tous les efforts doivent être faits pour



que justice soit rendue à l'ensemble des victimes et pour que les responsables d'atrocités répondent de leurs actes. Depuis sa création, la France apporte son plein soutien au Mécanisme pré-juridictionnel, qui joue un rôle central dans la collecte, l'analyse et la préservation des éléments de preuve. Ce soutien s'est manifesté, entre autres, par la signature d'une convention de coopération judiciaire internationale entre la France et le Mécanisme, le 29 juin 2021.

De même, nous saluons la prise en compte systématique des questions liées au genre et aux violences contre les femmes dans l'ensemble de ses travaux.

Nous félicitons les acteurs de la société civile syrienne pour leur courage important et les invitons à poursuivre leur coopération avec le Mécanisme. Leur contribution à la justice est essentielle.

La France continuera également de se mobiliser en lien avec ses partenaires pour que le financement du Mécanisme d'enquête soit maintenu sur le budget régulier de l'ONU, conformément aux recommandations du Secrétaire général. Nous appelons tous les États concernés par la lutte contre l'impunité en Syrie à coopérer avec le Mécanisme et à lui apporter leur appui.

Outre son soutien au Mécanisme et la quarantaine de procédures en cours devant les juridictions françaises pour poursuivre les crimes les plus graves commis en Syrie, qui ont d'ailleurs fait l'objet de transmissions d'éléments par le Mécanisme, la France agit au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques pour que soit condamné l'emploi par le régime syrien d'armes chimiques contre sa population.

La France a également lancé et préside le Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, qui réunit aujourd'hui 40 États ainsi que l'Union européenne.

Pour conclure, qu'il me soit permis de réaffirmer qu'il ne peut y avoir de paix durable en Syrie ni de retour des réfugiés ou des déplacés sans justice ni solution politique. Seule une solution politique crédible, durable, inclusive, en conformité avec la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité permettra à la Syrie dans son ensemble de se relever et d'éviter une nouvelle décennie perdue.

Il devient plus que jamais urgent de mettre en place l'ensemble des volets de cette résolution adoptée à l'unanimité par les membres du Conseil et qui demeure aujourd'hui encore la feuille de route du Conseil. Nous soutenons à cet égard le travail de l'Envoyé spécial en ce sens.

La France est déterminée à obtenir des progrès sur l'ensemble de ces volets et en particulier sur la question des personnes détenues par le régime syrien et des personnes disparues. Lors de leur rencontre avec l'Envoyé spécial au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne du 24 janvier, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne l'ont réaffirmé : aucune normalisation des relations avec le régime syrien, aucune reconstruction et aucune levée des sanctions ne seront possibles tant qu'une solution politique conforme à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité ne sera pas fermement engagée.

**M<sup>me</sup> Dautllari** (Albanie) (*parle en anglais*) : Ces 11 dernières années, le régime d'Al-Assad a défiguré la Syrie. Des centaines de milliers de Syriens ont été tués, ont fait l'objet de disparitions forcées et ont été emprisonnés. Le régime a anéanti l'esprit marqué par la spontanéité, le sens civique et l'espoir de la révolution qui est né dans ce pays il y a 11 ans. Aujourd'hui, la Syrie est un enfer sur Terre. La communauté internationale a permis cette situation. Nous n'avons pas su trouver l'unité et la volonté au sein de l'ONU pour mettre un terme aux atrocités perpétrées en Syrie et à la banalité du mal qui s'est enracinée dans ce pays. Il est essentiel que les responsables répondent de leurs actes, non seulement pour que justice soit rendue aux victimes et aux personnes rescapées, mais aussi pour empêcher que de telles horreurs ne soient à nouveau commises en Syrie et ailleurs.

C'est pourquoi nous apprécions grandement et soutenons fermement les efforts déployés par le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, afin de faire avancer la cause de la justice en Syrie en aidant les acteurs de bonne volonté à enquêter sur ces crimes. Nous saluons le travail louable effectué par ce mécanisme et la méthodologie réactive qu'il adopte dans sa quête de justice. Son approche inclusive, structurelle et intersectionnelle, fondée sur les droits et orientée vers les victimes et les personnes rescapées le placent dans une position privilégiée pour surmonter les freins à la justice au profit de celles et ceux qui en ont le plus besoin, notamment les femmes, les enfants, les minorités et les groupes marginalisés.

La tenue d'un dialogue continu avec les victimes et personnes rescapées et l'approfondissement et l'élargissement d'une coopération structurée avec la société

civile, notamment les acteurs de la société civile syrienne, et un nombre croissant d'États de bonne volonté, sont autant d'éléments positifs à souligner.

Nous jugeons très encourageants les progrès réalisés par le Mécanisme international, impartial et indépendant au cours des derniers mois, notamment s'agissant de l'intégration d'une approche soucieuse des enfants et des jeunes dans son travail d'enquête et d'analyse, ainsi que les efforts visant à faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues, une tragédie sans fin que connaissent presque toutes les familles syriennes.

Le travail du Mécanisme mérite le soutien de tous les acteurs de bonne volonté. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mobiliser la communauté internationale afin de faire pression sur le régime d'Al-Assad et le pousser ainsi à coopérer avec le Mécanisme. Nous devons également renforcer la coopération et la coordination avec les organes des Nations Unies, les États Membres et les organisations de la société civile afin de donner un nouvel élan à notre force collective en faveur de la justice. L'Albanie continuera d'utiliser sa voix au sein du Conseil de sécurité afin de promouvoir l'application du principe de responsabilité pour les atrocités commises en Syrie, notamment en saisissant la Cour pénale internationale.

Il ne peut y avoir de paix sans justice, en Syrie comme ailleurs, et la lutte contre l'impunité est une étape modeste, mais nécessaire pour que la justice prévale, en Syrie et ailleurs. Cela inclut les crimes commis par la Russie en Ukraine, qui préoccupent l'ensemble de la communauté internationale. Nous ne resterons pas silencieux. La semaine dernière, l'Albanie, avec d'autres États Membres, a lancé pour cette raison le Groupe des Amis sur l'application du principe de responsabilité en Ukraine. Nous devons agir pour que l'impunité soit reléguée au passé.

**M. Marschik** (Autriche) (*parle en anglais*) : L'Autriche se félicite vivement du débat d'aujourd'hui consacré au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, et nous remercions M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et son équipe du huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690).

L'Autriche fait sienne la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne. Qu'il me soit

permis d'ajouter quelques remarques complémentaires à titre national.

Un ordre international fondé sur le droit international et l'état de droit sont des préalables indispensables à une paix et une sécurité durables. Nous le savons toutes et tous. Nous l'affirmons, nous le répétons, toutes et tous, en permanence et à l'envi. Et pourtant, encore et encore, nous sommes témoins de violations du droit international, ainsi que de la souffrance des civils et de l'impunité dont jouissent les auteurs.

L'agression russe contre l'Ukraine en est l'exemple le plus récent. Celui-ci nous rappelle de façon tragique l'importance du respect du droit international et la nécessité que les auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire répondent de leurs actes. C'est vrai pour l'Ukraine. C'est vrai pour le Myanmar, l'Afghanistan, le Soudan, le Yémen. C'est vrai partout. C'est également vrai pour la Syrie, où des crimes d'une extrême gravité sont commis depuis mars 2011 et se poursuivent à ce jour.

La discussion que nous tenons aujourd'hui est un rappel important pour nous toutes et tous, dans cette salle et lorsque nous rentrerons dans nos capitales respectives, que nous devons faire davantage pour que la Syrie réponde de ses actes. Fort de sa compétence professionnelle et de son savoir-faire technique, le Mécanisme international, impartial et indépendant apporte une contribution concrète à cet égard. Il existe une abondance de preuves des crimes commis en Syrie, et ils sont nombreux, notamment des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Il est essentiel que tous les documents pertinents soient remis à nos collègues du Mécanisme.

Les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international doivent répondre de leurs actes, c'est une priorité de la politique étrangère autrichienne. Nous soutenons donc pleinement le Mécanisme et tous les dispositifs similaires, tels que les commissions d'enquête, en Syrie et dans d'autres cas. Leur travail de collecte, de regroupement, de préservation et d'analyse des preuves de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, en Syrie et ailleurs, est crucial pour la justice pénale internationale et nationale, en vertu du principe de la compétence universelle.

Afin d'appuyer le Mécanisme international, impartial et indépendant, l'Autriche a fourni des moyens financiers en 2017 et 2019, avant que l'on ne soit parvenu à

en assurer le financement complet par le budget ordinaire. Nous nous félicitons de l'inclusion du Mécanisme dans le budget ordinaire pour la période 2020-2021. Compte tenu du fait que le Mécanisme a été créé par l'Assemblée générale, son financement intégral devrait continuer à provenir du budget ordinaire. L'Autriche connaît par ailleurs l'importance des contributions volontaires, ce que nous avons consenti l'année dernière également.

Afin de permettre la coopération avec le Mécanisme et l'assistance juridique par les autorités judiciaires autrichiennes, nous avons adopté une législation nationale spécifique en 2020. Nous comprenons que cette coopération est une condition préalable à l'accomplissement du mandat du Mécanisme, mais aussi, en toute honnêteté, qu'elle constitue un réel avantage pour les autorités nationales lorsqu'elles poursuivent les auteurs d'atrocités criminelles au niveau national. Nous ne pouvons qu'inviter les autres États à adopter une législation similaire, qui leur facilitera grandement la vie, comme elle a facilité la nôtre.

L'Assemblée générale a créé le Mécanisme international, impartial et indépendant, parce que l'organe chargé au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité, a failli à sa mission. Notre déception à son égard ne nous empêche toutefois pas de renouveler l'appel que nous lui avons lancé afin qu'il renvoie la situation en Syrie à la Cour pénale internationale, qui a été créée spécifiquement pour poursuivre les criminels de haut niveau et les auteurs des crimes les plus graves. Même si la guerre en Ukraine est désormais sous les feux de l'actualité internationale, de graves violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits se produisent toujours en Syrie. Le conflit qui s'y déroule reste l'un des plus sanglants de l'histoire. Et, comme en Ukraine, ce sont les populations civiles qui souffrent le plus lorsque le droit international est violé. Nous devons rappeler au Gouvernement syrien et à ses alliés les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Et nous ne nous lasserons pas de répéter notre appel à la fin de la guerre civile en Syrie et à la mise en place d'un processus politique inclusif garantissant à toutes les victimes que justice soit faite. Ce processus pourra s'appuyer sur les contributions cruciales du Mécanisme international, impartial et indépendant.

On ne peut pas parvenir à la réconciliation nationale sans application du principe de responsabilité, et il ne saurait y avoir de paix pérenne sans justice. Nous

l'avons entendu maintes et maintes fois, et nous venons de l'entendre encore de la bouche de nos collègues. Les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité doivent répondre de leurs actes. Pas pour nous, mais pour le peuple syrien, qui le mérite, ainsi que pour tous les autres peuples du monde, qui le méritent aussi.

Ces dernières années, j'ai remarqué que nous avons de plus en plus recours à des mécanismes tels que le Mécanisme international, impartial et indépendant dans des situations similaires, et je pense que c'est une évolution très positive. Nous devrions peut-être envisager d'établir une structure d'accueil permanente pour ces mécanismes. Celle-ci permettrait, tout d'abord, d'accélérer le processus de mise en service, c'est-à-dire de faire en sorte qu'un mécanisme soit opérationnel plus rapidement. Une telle structure garantirait également la mise en place d'un processus et d'une méthodologie uniformes. Nous serions heureux d'explorer les différentes possibilités à cet égard avec les collègues et les délégations qui le souhaitent.

**M. Osuga (Japon) (*parle en anglais*) :** Alors que le conflit syrien entre dans sa douzième année, le Japon déplore les souffrances indicibles infligées aux Syriens, en particulier les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Nous sommes profondément préoccupés par l'impasse politique dans laquelle se trouve la crise depuis trop longtemps, alors même que la situation humanitaire et socioéconomique continue de s'aggraver.

Le Japon exhorte toutes les parties au conflit à mettre immédiatement fin aux violences et à respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire dans toutes les régions de la Syrie. Les droits humains et les libertés fondamentales de toutes les personnes en Syrie doivent être respectés et pleinement protégés sans délai. À cet égard, l'application du principe de responsabilité est essentielle pour une paix durable en Syrie.

Le Japon reste profondément préoccupé par le sort des personnes portées disparues et le lieu où elles se trouvent et par le sort de toutes celles qui ont été détenues arbitrairement en Syrie. L'utilisation d'armes chimiques est inadmissible en toutes circonstances. La communauté internationale ne tolérera pas que les violations flagrantes des droits de l'homme commises dans les situations de conflit restent impunies, où que ce soit dans le monde. Lorsque les auteurs de tels actes jouissent de l'impunité parce qu'ils ne sont pas traduits

en justice ni même identifiés, cela peut avoir des répercussions ailleurs dans le monde et compromettre gravement la stabilité et la prospérité de la communauté internationale.

Le Japon se félicite des progrès accomplis par le Mécanisme international, impartial et indépendant au cours de l'année écoulée dans l'exécution de son mandat consistant à contribuer aux enquêtes et aux poursuites concernant les crimes les plus graves commis en République arabe syrienne. Nous encourageons le Mécanisme à continuer à collaborer étroitement avec les Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, les États Membres et la société civile, dans la recherche d'une justice inclusive, en privilégiant une approche axée sur les victimes et les personnes rescapées.

Enfin, la crise syrienne ne prendra jamais fin sans une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. La poursuite du dialogue inter-syrien est essentielle pour faire avancer le processus politique. Le Japon réaffirme son engagement à appuyer les efforts internationaux visant à trouver une solution durable à la crise syrienne.

**M. Kim Song** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation espère que la présente séance, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Prévention des conflits armés », sera une occasion importante de contribuer à la sauvegarde des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et énoncés dans le droit international, ainsi que d'appuyer et de promouvoir le processus de recherche d'une solution politique à la question syrienne.

Je voudrais également saisir cette occasion pour clarifier la position de mon pays à l'égard du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Premièrement, la création et les activités du Mécanisme constituent une violation manifeste des buts et principes inscrits dans la Charte, ainsi que des principes d'égalité souveraine, de respect de l'autodétermination et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, sur lesquels reposent les relations internationales. Nous rappelons que la résolution 71/248, qui a porté création du Mécanisme, n'a pas été adoptée dans la transparence ni par consensus. Tout

le monde sait qu'une assistance technique juridique de l'ONU à tout État Membre ne peut être fournie qu'en réponse à une demande formulée par l'État concerné. Or, la résolution 71/248 a été adoptée et mise en œuvre sans consultation préalable ni accord de la République arabe syrienne.

En outre, sur la base des principes et des articles pertinents de la Charte, l'Assemblée n'a pas l'autorité ni le mandat d'établir un organe judiciaire ou d'enquête, étant donné que ce pouvoir est la prérogative du Conseil de sécurité. Par conséquent, l'adoption de la résolution 71/248 a créé un précédent pour l'approbation d'une pratique qui n'est pas admissible dans le cadre de l'ONU.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait que ce Mécanisme, qui prône l'indépendance et l'impartialité, s'ingère dans les affaires intérieures de la Syrie tout en menant ses activités sur la base d'informations fabriquées de toutes pièces et de faux témoignages émanant de certains pays et individus, qui mettent en cause la République arabe syrienne. La création du Mécanisme est un exemple typique de la politisation et du deux poids, deux mesures qui caractérisent le traitement des questions relatives aux droits de l'homme. Rien ne peut justifier qu'on autorise ce Mécanisme illégal à mener ses activités sous l'égide de l'ONU, et encore moins que ses activités soient appuyées et financées par le budget ordinaire de l'ONU.

Deuxièmement, l'ONU doit s'attacher en priorité à appuyer et à promouvoir le processus politique en Syrie, et les questions syriennes doivent être réglées dans l'intérêt du peuple syrien. Les efforts de stabilisation et le processus de paix en République arabe syrienne doivent être dirigés par les Syriens, sans ingérence de forces extérieures. L'ONU ne doit pas faire l'objet de pressions politiques et financières de la part de certains pays et doit préserver son impartialité, son objectivité et sa crédibilité en tant que facilitatrice du processus visant à trouver une solution politique à la question syrienne.

Pour terminer, ma délégation tient à exprimer son soutien et sa solidarité inébranlables au Gouvernement et au peuple de la République arabe syrienne dans leur lutte pour défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et les droits humains du peuple syrien. Nous espérons sincèrement que la question syrienne sera réglée pacifiquement, c'est-à-dire par des moyens politiques, sans ingérence étrangère, en tenant compte des exigences et des intérêts du peuple syrien.



**M. Malovrh** (Slovénie) (*parle en anglais*) : La Slovénie s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et souhaite formuler quelques observations complémentaires à titre national.

Nous tenons à remercier la Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, d'avoir présenté le huitième rapport du Mécanisme (voir A/76/690) et pour l'esprit d'initiative et le dévouement dont elle a fait preuve depuis la création de celui-ci.

Le Mécanisme reste un outil indispensable pour la conservation et l'analyse des éléments de preuve et pour établir le lien avec les procédures pénales relatives aux graves violations du droit international en République arabe syrienne. Nous nous félicitons des progrès accomplis par le Mécanisme dans le cadre de son mandat. Nous saluons tout particulièrement les efforts visant à renforcer le répertoire central, à encourager le recours aux technologies modernes et à améliorer ses capacités.

Au cours de la période considérée, le Mécanisme a fait progresser son enquête structurelle, ouvert deux nouveaux dossiers, apporté un soutien accru au travail des juridictions qui enquêtent sur les crimes commis et en poursuivent les auteurs, et partagé des informations, ce qui lui a permis de fournir des preuves cruciales aux tribunaux exerçant la compétence universelle. Afin de garantir la justice en Syrie, nous appelons toutes les parties prenantes concernées à continuer de coopérer activement avec le Mécanisme. Les équipes communes d'enquête et la coopération avec la société civile syrienne sont importantes pour faciliter le travail de la justice et ouvrir la voie à des progrès au niveau des juridictions nationales. Toutefois, malgré son succès, le Mécanisme ne constitue qu'une réponse partielle au défi de la responsabilisation dans le conflit syrien. Si le Mécanisme continue de démontrer sa valeur en tant qu'acteur de la justice, il n'est pas pour autant un tribunal.

Il reste donc un important vide à combler. Nous nous félicitons que plusieurs États aient pris l'initiative d'engager des poursuites pénales devant les tribunaux nationaux sur la base du principe de la compétence universelle. Ces procédures constituent un pas de plus dans les efforts visant à mettre fin à l'impunité. Cependant, il faut faire davantage pour que justice soit rendue aux victimes du conflit en République arabe syrienne.

Bien que les demandes d'assistance et d'intervention du Mécanisme aient augmenté de manière exponentielle, les procédures nationales dans les États tiers ont des capacités limitées. Pour y remédier, les tribunaux nationaux pourraient faire usage d'un autre outil : un nouveau traité multilatéral relatif à l'entraide judiciaire et à l'extradition pour la poursuite des auteurs des crimes internationaux les plus graves devant les juridictions nationales. L'initiative contribuerait en outre à l'objectif commun de promotion d'une justice pénale internationale efficace. Par ailleurs, afin de veiller à ce que les auteurs des crimes internationaux commis en Syrie rendent des comptes et de garantir que toutes les victimes obtiennent réparation, nous appelons à nouveau le Conseil de sécurité à prendre des mesures efficaces et à saisir la Cour pénale internationale.

Pour terminer, la Slovénie appuie le Mécanisme depuis sa création. Celui-ci incarne notre volonté collective de garantir une responsabilisation crédible et exhaustive. L'impunité ne saurait être tolérée et les auteurs des atrocités qui ont été commises doivent en répondre. La Slovénie continuera à soutenir le Mécanisme dans son rôle de facilitateur de la justice et dans la recherche d'une justice inclusive et efficace dans le conflit en Syrie. Je souhaite plein succès à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel et à son équipe dans la poursuite de leur précieux travail d'enquête sur les crimes les plus graves commis en République arabe syrienne.

**M. Lagatie** (Belgique) : En premier lieu, je tiens à souligner que la Belgique souscrit pleinement à l'intervention faite par le représentant de l'Union européenne. Je souhaiterais également remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour son exposé éclairant qui démontre les progrès accomplis par le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables durant la période considérée. La Belgique salue son travail et celui de son équipe.

Mon intervention portera essentiellement sur trois points : la justice comme élément clef du processus devant mener à la paix en Syrie ; la coopération et le soutien plus que jamais nécessaires de l'ensemble des parties prenantes au Mécanisme international, impartial et indépendant ; et, enfin, l'importance d'une justice holistique et inclusive.

Premièrement, je souhaiterais rappeler la pertinence du mandat du Mécanisme. Depuis le début du conflit syrien il y a maintenant plus de 10 ans, les parties ont, à de multiples reprises, violé le droit international humanitaire et le droit international des droits humains. Les victimes se comptent par centaines de milliers. Leurs proches et les survivants continuent de demander que les auteurs de tous bords soient tenus responsables de leurs actes, dont un nombre important peuvent être constitutifs des crimes les plus graves. Il existe une constante dans le drame qui se joue devant nos yeux, en Syrie, comme dans d'autres conflits : il ne peut y avoir de paix durable sans justice pour les victimes. C'est tout le sens du rôle crucial joué par le Mécanisme, et la raison pour laquelle la Belgique continue de plaider pour que le Conseil de sécurité renvoie la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

Deuxièmement, la mise en œuvre effective du mandat du Mécanisme repose sur la bonne coopération de l'ensemble des États Membres, de la société civile, ainsi que du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales. En ce sens, la Belgique encourage tout d'abord les États qui ne l'ont pas encore fait à adopter un cadre de coopération avec le Mécanisme, comme nous l'avons fait en 2019 en mettant à jour notre législation en la matière. Depuis lors, la coopération avec le Mécanisme est en pleine expansion et plus de 20 demandes d'assistance, majoritairement des autorités belges vers le Mécanisme, ont été lancées. Ensuite, mon pays, qui est un des principaux contributeurs volontaires initiaux au Mécanisme à hauteur d'environ 1,6 million de dollars, continuera à soutenir son financement adéquat sur le budget ordinaire de l'ONU.

Enfin, nous nous félicitons des nombreux contacts du Mécanisme avec la société civile syrienne. En outre, la bonne coopération entre le Mécanisme et la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne du Conseil des droits de l'homme ou encore l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) doit être soulignée. À cet égard, la Belgique continue de plaider pour que soit assuré au Mécanisme international, impartial et indépendant un accès total aux pièces du Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU.

Pour conclure, je voudrais saluer l'engagement du Mécanisme international, impartial et indépendant en faveur d'une conception globale et inclusive de la justice, en particulier en ce qui concerne les différentes

catégories de victimes et survivants. La Belgique se félicite de l'élaboration de stratégies spécifiques concernant les crimes sexuels et fondés sur le genre ainsi que les crimes contre les enfants. Cette approche participe à la reconnaissance de toutes les victimes et contribuera ainsi utilement au processus visant à la paix durable en Syrie.

**M. Mlynár** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : La Slovaquie s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice. Je voudrais formuler quelques remarques supplémentaires à titre national.

Je voudrais, tout d'abord, remercier la Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, de la présentation du huitième rapport sur l'exécution du mandat du Mécanisme (voir A/76/690), qui souligne que le Mécanisme s'est imposé comme un partenaire compétent et fiable dans le cadre des efforts en faveur de la justice.

Nous ne pouvons poursuivre notre déclaration sans exprimer la volonté de la Slovaquie de tout mettre en œuvre pour que les crimes relevant du droit international, notamment dans le contexte de l'agression militaire non provoquée et injustifiée menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, ne restent pas impunis.

Pour en revenir au Mécanisme, le 21 décembre 2016, l'Assemblée a insisté sur le fait qu'il importait, dans le cadre de tout processus politique visant à mettre un terme à la crise en Syrie et s'agissant des crimes internationaux graves, de « faire en sorte que les responsables [...] rendent véritablement compte de l'ensemble de leurs actes » (résolution 71/248). Aujourd'hui, le mandat et le fonctionnement du Mécanisme demeurent aussi pertinents que jamais pour mettre fin à l'impunité et garantir l'application du principe de responsabilité pour les crimes commis par toute partie au conflit syrien.

Le Mécanisme est une structure unique en son genre et pionnière dans les efforts internationaux visant à placer les auteurs de crimes face à leurs responsabilités. En recueillant, analysant et conservant des preuves, il facilite les poursuites pénales engagées par des autorités nationales et par des juridictions régionales ou internationales. En exigeant que la juridiction saisie

respecte le droit international des droits de l'homme et les normes y afférentes, notamment le droit à un procès équitable, le Mécanisme contribue au renforcement de l'état de droit et au respect des formes régulières.

Un total de 173 demandes d'assistance reçues de 13 juridictions, soit presque deux fois plus que dans le rapport précédent (voir A/75/743), souligne clairement la valeur du Mécanisme. De plus, 112 demandes au total ont été traitées, ce qui a permis au Mécanisme de prêter son concours à 91 enquêtes distinctes. Cela met en évidence la contribution concrète, tangible et considérable du Mécanisme aux efforts visant à établir les responsabilités pour les crimes commis en Syrie. S'agissant de l'utilisation des preuves rassemblées par le Mécanisme, tous les motifs potentiels de compétence, y compris la compétence universelle, doivent être pris en considération par les autorités nationales. Nous réitérons également notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il renvoie la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

Pour exploiter pleinement le potentiel du Mécanisme, les États doivent l'aider à s'acquitter de son mandat. Par ailleurs, la coopération du Mécanisme avec les entités du système des Nations Unies et les autres organismes internationaux est de la plus haute importance. À ce propos, la Slovaquie appuie sans réserve les recommandations qui figurent dans le rapport (voir A/76/690), aux termes desquelles le Mécanisme demande à l'ONU et à d'autres organisations internationales, entre autres choses, de lui assurer un libre accès aux pièces dont disposent les entités des Nations Unies sur les crimes commis en République arabe syrienne et de prendre les dispositions nécessaires à cette fin, ainsi que de faire en sorte que les entités des Nations Unies concernées se concertent et coopèrent pleinement avec lui, notamment par l'exécution en temps voulu des demandes d'information et d'assistance.

De même, les États doivent veiller à une coopération sans entrave des autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites avec le Mécanisme, pour l'aider à avancer dans l'exécution de son mandat et pour profiter en même temps des fruits de son travail. Étant donné que toute organisation a besoin d'un financement prévisible, stable et durable, la Slovaquie a soutenu l'inscription du Mécanisme au budget ordinaire de l'ONU les années précédentes et continuera d'être favorable à ce qu'il reçoive les fonds nécessaires à partir de ce budget.

Enfin et surtout, je tiens à exprimer de nouveau notre profonde reconnaissance à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel et à son équipe pour tout le travail qu'ils ont accompli jusqu'ici pour que le Mécanisme soit pleinement opérationnel. Leur tâche a été encore plus compliquée en raison de la pandémie actuelle et de ses diverses conséquences.

Pour terminer, la Slovaquie demeure une fervente partisane du Mécanisme. Nous sommes convaincus qu'il est indispensable de traduire en justice les auteurs de crimes internationaux, tout en maintenant une approche axée sur les victimes, en vue de régler les conflits et de faciliter les efforts de réconciliation ultérieurs, où que ce soit et à tout moment. Des dispositifs efficaces d'application du principe de responsabilité doivent également servir d'avertissement permanent pour tous les auteurs potentiels de crimes de droit international que leurs actes ne sauraient rester et ne resteront pas impunis.

**M. Pedroso Cuesta** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Lors de l'adoption de la résolution 71/248, ma délégation a déclaré que Cuba ne soutiendrait jamais un mécanisme qui fait délibérément fi des principes sur lesquels repose la Charte des Nations Unies. L'adoption et la mise en œuvre du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, mandatées par la résolution susmentionnée, n'ont pas de précédent dans l'histoire des Nations Unies. Le fait de porter délibérément atteinte à la responsabilité première de la République arabe syrienne et de son système judiciaire de mener des enquêtes et des poursuites pour les crimes qui ont pu être commis sur son territoire constitue une violation des normes et des principes du droit international et une ligne de conduite dangereuse dans la pratique de l'Organisation.

Le mandat du Mécanisme en question ne repose sur aucune base juridique et outrepassa les compétences et les fonctions accordées à l'Assemblée générale dans les Articles 10, 12 et 23 de la Charte des Nations Unies. En outre, en lui attribuant le statut d'organe subsidiaire de l'Assemblée, on accorde au Mécanisme et à son personnel une personnalité juridique, des immunités et des prérogatives auxquelles ils n'ont pas droit. De plus, le mandat de base du Mécanisme n'était même pas défini, et les États Membres n'ont pas eu la possibilité de se prononcer sur ce mandat, et encore moins de prendre des décisions à ce sujet, avant son adoption.

Par ailleurs, le Mécanisme exerce les fonctions d'un parquet, dans le but d'établir un lien entre les preuves d'actes criminels et les auteurs potentiels de ces actes, afin de partager des informations avec les cours ou tribunaux nationaux, régionaux ou internationaux qu'il estime compétents en la matière. Il s'agit d'une pratique arbitraire sur le plan juridique, puisque même dans les systèmes judiciaires traditionnels, un organe ne peut être à la fois juge et partie.

La modification du modèle de financement du Mécanisme ne fait pas non plus l'objet d'un consensus, comme le démontrent les résultats des multiples votes sur la question, tant à la Cinquième Commission qu'à l'Assemblée générale. Des mécanismes de ce type ne doivent pas être financés par les contributions statutaires des États Membres, en particulier lorsque ceux-ci ne les ont pas approuvés ou n'y participent pas.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que ce Mécanisme est défectueux depuis le début. Les incohérences et les contradictions qui figurent dans le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui (voir A/76/690) ne font que le confirmer.

Tout en pointant injustement du doigt un État Membre souverain, la République arabe syrienne, une pratique que nous condamnons, on remet également en question la crédibilité de l'Organisation, ainsi que l'objectivité et l'impartialité de ses mécanismes.

Nous réaffirmons dès lors notre opposition au Mécanisme établi par la résolution 71/248 et soulignons que nous ne pourrions pas prévenir les conflits et assurer la paix et la sécurité internationales sans garantir le strict respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, comme condition *sine qua non*.

**M. Xing Jisheng** (Chine) (*parle en chinois*) : La crise syrienne s'éternise depuis 11 ans. Au cours de cette période, le peuple syrien a beaucoup souffert, que ce soit de l'invasion illégale, de l'occupation extérieure, du terrorisme ou des mesures coercitives unilatérales.

L'avenir de la Syrie doit être décidé par le peuple syrien lui-même. La Chine soutient les bons offices de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité visant à promouvoir un processus politique contrôlé et dirigé par les Syriens, dans le cadre duquel les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies doivent être respectés, ainsi que la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Nous encourageons la Ligue des États arabes et les pays de la région concernés à renforcer le dialogue et les contacts avec le Gouvernement syrien et à jouer un rôle constructif dans la résolution de la question syrienne.

Depuis quelque temps, le Gouvernement syrien déploie des efforts considérables en matière de gouvernance, entreprend la reconstruction du pays dans de nombreux domaines et s'emploie à redresser l'économie et à améliorer les moyens de subsistance de la population, ce dont la Chine se félicite. La Chine estime que ces efforts permettront à la Syrie de rétablir un ordre normal dans les meilleurs délais.

Des années de mesures coercitives unilatérales ont violé le droit international, gravement nui au développement économique et social de la Syrie, exacerbé la crise humanitaire dans le pays et affaibli sa capacité de lutter contre la pandémie. Nous exhortons une nouvelle fois les pays concernés à lever les mesures coercitives unilatérales illégales prises à l'endroit de la Syrie.

La Chine s'est toujours opposée à toutes les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme et a préconisé le respect du droit international, y compris du droit international humanitaire, par toutes les parties en Syrie. Dans le même temps, dans le cadre de la lutte contre l'impunité, nous devons respecter la souveraineté judiciaire du pays en question, faire valoir pleinement son rôle de chef de file et coordonner l'orientation générale du règlement politique du conflit.

Toute action menée sous l'égide de l'ONU doit contribuer à maintenir l'unité des États Membres et aider à renforcer la confiance mutuelle de toutes les parties en Syrie afin qu'un consensus puisse être dégagé. La discussion relative à l'obligation de rendre des comptes ne doit pas être politisée. Imposer aveuglément des sanctions et faire pression sur le Gouvernement syrien sera non seulement préjudiciable à l'obtention d'une solution, mais prolongera également les souffrances.

La position de la Chine concernant la création du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables reste inchangée. La mise en place du Mécanisme était controversée. Des consultations complètes avec le pays concerné n'ont pas été menées et le Mécanisme ne bénéficiait pas de l'aval du Gouvernement en question. Les États Membres ont



des points de vue différents sur le fonctionnement du Mécanisme et sur les rapports qui ont été présentés. La Chine n'est pas favorable à l'inclusion du Mécanisme dans le budget ordinaire de l'ONU.

**M. Guerra Sansonetti** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela s'est engagée à lutter contre l'impunité et à faire appliquer le principe de responsabilité s'agissant des crimes les plus graves, y compris les crimes contre l'humanité qui, par leur brutalité et leur ampleur, portent atteinte à la dignité humaine et aux valeurs fondamentales de la coexistence pacifique dans nos sociétés. C'est pourquoi notre pays lutte activement contre l'impunité des auteurs de ces crimes, non seulement pour garantir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais aussi pour préserver et renforcer l'état de droit aux niveaux national et international.

S'agissant de la question qui nous rassemble aujourd'hui, nous rappelons que notre délégation a voté contre la résolution 71/248 de l'Assemblée générale, qui a conduit à la création irrégulière et controversée du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui viole de manière flagrante les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, ainsi que les normes les plus fondamentales des relations internationales. À cet égard, nous devons également rappeler qu'en établissant ce mécanisme, une majorité de circonstance a forcé l'Assemblée générale à usurper les compétences du Conseil de sécurité, qui est non seulement le seul organe habilité à créer des mécanismes d'enquête ou des tribunaux ayant une autorité juridique contraignante sur les individus et les États, mais qui exerce aussi actuellement ses fonctions en ce qui concerne tous les aspects de la situation en République arabe syrienne.

La mise en place du Mécanisme, qui prétend exercer des tâches incombant à un organe judiciaire ou d'enquête et qui méconnaît la responsabilité première qu'ont les États souverains d'enquêter et de poursuivre les responsables de tout crime ayant pu être commis sur leur territoire national, a été largement rejetée par l'État concerné et a créé un précédent négatif pour les travaux de l'Assemblée générale.

Par la résolution 71/248, l'Assemblée générale a cherché à établir un mécanisme doté de compétences qui incombent à un organe judiciaire ou d'enquête.

C'est pourquoi tout élément de preuve hypothétique qu'il pourrait recueillir tout au long de son prétendu mandat manque de validité et de fondement juridique pour d'éventuelles poursuites pénales contre la Syrie, dont les institutions sont pleinement capables de rendre justice et de faire en sorte que les auteurs d'atrocités criminelles rendent des comptes, sans qu'il ne soit nécessaire que d'autres parties s'ingèrent ou apportent une quelconque assistance qui n'a jamais été demandée.

Nous pouvons donc dire sans crainte de nous tromper que nous avons affaire à une entité inquisitoriale qui cherche à faire avancer, sous couvert d'une prétendue justice, le programme politique d'un petit groupe de gouvernements qui tentent de faire pression sur le Gouvernement syrien, violant ainsi, entre autres, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Nous rejetons donc toute tentative de légitimer et de financer cette opération politique de déstabilisation avec des ressources provenant du budget ordinaire de l'Organisation.

Ainsi, nous sommes face à un exemple clair de la sélectivité et de la politique de deux poids deux mesures auxquelles nous ont habitué les puissances occidentales, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme, ces mêmes puissances qui, aujourd'hui, imposent de manière criminelle, systématique et délibérée des mesures de terrorisme économique pour asphyxier le peuple syrien auquel elles affirment également vouloir rendre justice.

Ce prétendu mécanisme, qui a été vicié dès le départ et est financé par des contributions volontaires des pays donateurs, n'est ni impartial ni indépendant, car il répond aux intérêts nationaux mesquins d'acteurs tiers et non aux intérêts du peuple syrien. En témoignent les rapports du Mécanisme, qui manquent de rigueur méthodologique et se fondent sur des sources secondaires, voire tertiaires.

La République bolivarienne du Venezuela demande que cessent les tentatives visant à utiliser l'Assemblée générale pour attaquer des États indépendants et souverains. Si nous souhaitons réellement parvenir à une paix durable en République arabe syrienne qui garantisse le bien-être de son peuple, nous devons cesser de miser sur des démarches clivantes qui pourraient compliquer la situation et risquent même de compromettre la neutralité et l'impartialité de l'ONU dans son rôle de facilitateur du processus politique en Syrie que nous sommes tenus de respecter en tant que membres responsables de la communauté internationale.

Enfin, nous espérons qu'à l'avenir, nous pourrions travailler de manière consensuelle sur des initiatives conformes à l'objectif vital de recherche de la paix, de la stabilité et de la justice en Syrie, ce qui nous permettra de soutenir les efforts visant à promouvoir la réconciliation nationale et à trouver une solution politique au moyen d'un processus politique dirigé par les Syriens,

sans ingérence d'aucune sorte, dans le plein respect de la Charte des Nations Unies.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la présente séance. Nous entendrons le reste des interventions cet après-midi dans cette salle.

*La séance est levée à 13 h 10.*